

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2564

25 novembre 2010

### SOMMAIRE

All-Sport International Holding S.A. ....	123028	ECM Real Estate Investments A.G. ....	123069
Aquatrans Navigation S.A. ....	123027	ECM Real Estate Investments A.G. ....	123067
Argenta Fund .....	123065	ECM Real Estate Investments A.G. ....	123065
Argenta Fund of Funds .....	123035	Edisys S.A. ....	123072
Argenta Fund of Funds .....	123068	Harley International S.A. ....	123065
Calgary (Holdings) S.A. ....	123033	HFB Investissements S.A. ....	123032
Compagnie Financière Française S.A. ...	123027	Iberint Holding S.A. ....	123032
Compagnie Financière Montchoisi S.A. .	123026	Kinase Holding S.A. ....	123032
Concept Beauté Coiffure S.à r.l. ....	123071	Lambretta SA .....	123026
Cordonnerie & Co. ....	123071	Lycene Holding S.A. ....	123033
Cost .....	123072	MD Mezzanine S.A., SICAR .....	123035
Costamar Finances Holding .....	123034	MD Mezzanine S.A., SICAR .....	123028
CPI Asia Nippon Sarl .....	123071	Quilmes Industrial (QUINSA) .....	123070
CPI Asia Shinjuku II S.à r.l. ....	123071	Selector Management Fund .....	123064
CPI Asia Ten S. à r.l. ....	123072	SmartCap Funds I .....	123027
Cristalnet S.à r.l. ....	123071	TITAN Société Anonyme Holding .....	123028
Darty Luxembourg, S.à r.l. ....	123072	Vontobel Exchange Traded Structured Fund .....	123033
Darty Luxembourg, S.à r.l. ....	123072		

**Compagnie Financière Montchoisi S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 24.944.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

des actionnaires qui se tiendra au siège social, 15, boulevard Roosevelt à L - 2450 LUXEMBOURG et pardevant notaire, le mardi 14 décembre 2010 à 11.00 heures.

*Ordre du jour:*

1. Transformation de la société anonyme holding en une société anonyme de gestion de patrimoine familial.
2. Modification de l'objet social et modification subséquente de l'article deux des statuts, lequel sera dorénavant libellé comme suit:

"La société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, il convient d'entendre

a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôts, bons de caisse et les effets de commerce ; b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange ; c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire ; d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières ; e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques ; f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable. D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi sur les SPF."

3. Modification de la dénomination sociale de la société en "COMPAGNIE FINANCIERE MONTCHOISI SPF S.A." ainsi que le changement de la durée de la société et modification subséquente de l'article un des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«Il est formé par les présentes une société anonyme de gestion de patrimoine familial (en abrégé «SPF») sous la dénomination de "COMPAGNIE FINANCIERE MONTCHOISI SPF S.A.»."

Le siège social est établi à Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.»

4. Suppression de l'article 7 des statuts et renumérotation des articles des statuts suivants.
5. Divers

Pour pouvoir assister à cette assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de se conformer à l'article 10 des statuts.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010152010/687/44.

**Lambretta SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1521 Luxembourg, 139, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 137.406.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 14 OCT. 2010.

Frank MOLITOR

*Notaire*

Référence de publication: 2010140347/12.

(100159307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2010.

**Aquatrans Navigation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6670 Mertert, 2C, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 43.198.

Sie werden hiermit zu einer

**ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG**

der Aktionäre von Aquatrans Navigation S.A., welche am 13. Dezember 2010 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

*Tagesordnung:*

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2009
3. Entlastung der Verwaltungsrates und des Kommissars
4. Verschiedenes

*Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates.*

Référence de publication: 2010152009/16.

**Compagnie Financière Française S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 45.245.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social, 3, rue de la Chapelle à L-1325 Luxembourg, le 15 décembre 2010 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Question de la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
2. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2010152818/317/15.

**SmartCap Funds I, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 102.626.

The Shareholders of SmartCap Funds I (the "Company") are invited to attend the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

to be held in the office of the notary Henri Hellinckx, 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg, on December 14, 2010 at 14.45 (CET) for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. Transfer of the registered office of the Company from 14 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to 41 Op Bierg L-8217 Mamer, Grand Duchy of Luxembourg and subsequent amendment of article 4 and 10 of the articles of incorporation.

The new text of the articles of incorporation will be made available at the registered office of the Management Company, Smart Asset Management Luxembourg S.A., during normal business hours.

The Shareholders are advised that a quorum of fifty per cent of the shares capital must be represented at the meeting and the resolutions must be passed by two thirds of the vote cast at the meeting.

In case of lack of quorum at the first extraordinary general meeting, a second meeting will be convened at the same address with the same agenda, at which decision may be approved without quorum and at a majority of two thirds of the vote cast.

Proxies are available at the registered office of the Management Company, Smart Asset Management Luxembourg S.A., 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg.

In order to be taken into consideration, the proxies duly completed and signed must be received at the registered office of the Management Company, Smart Asset Management Luxembourg S.A. by December 10, 2010 at the latest (fax: +352 26754375).

Référence de publication: 2010155605/755/26.

---

**All-Sport International Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 39.673.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 13 décembre 2010 à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010155599/795/15.

---

**TITAN Société Anonyme Holding, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 83.613.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 17 décembre 2010 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2009.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010155600/1031/15.

---

**MD Mezzanine S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 109.277.

In the year two thousand and ten, on the ninth day of the month of November.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Ms Jennifer Ferrand, employee, with professional address in Luxembourg;

acting in her capacity as special proxy holder of "MD Mezzanine S.A., SICAR", a société d'investissement en capital à risque incorporated under the form of a société anonyme, having its registered office at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed of the undersigned notary, of 7 July 2005, published in the Mémorial C, n° 1198 of 12 November 2005, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 109.277 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary dated 13 October 2010, not yet published in the Mémorial C,

by virtue of the authority conferred on her by respective resolutions adopted by the board of directors of the Company on 22 September 2010, 4 October 2010, 20 October 2010 and 26 October 2010 an excerpt of which resolutions, signed ne varietur by the attorney-in-fact and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed with which it shall be formalised.

The said appearing person, acting in her said capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

I. That the issued capital of the Company is set at nine million six hundred twenty-two thousand three hundred sixty euro (EUR 9,622,360.-) divided into four hundred twenty-five thousand five hundred eighty-nine (425,589) class A1 shares, five hundred twenty-eight thousand six hundred forty-one (528,641) class A2 shares (the "Class A Shares"); three thousand six hundred ninety-one (3,691) class B1 shares, two thousand six hundred eighty-two (2,682) class B2 shares (the "Class B Shares"); three hundred twelve (312) class C1 shares and one thousand three hundred twenty-one (1,321) class C2 shares (the "Class C Shares") each share of each class of shares having a nominal value of ten euro (EUR 10.-) and all of which are fully paid up.

II. That pursuant to Article SIX (6) of the Company's articles of incorporation (the "Articles"), the authorised capital of the Company has been fixed at five hundred million euro (EUR 500,000,000.-) divided into forty-nine million nine hundred seventy-five thousand (49,975,000) Class A Shares, sixteen thousand five hundred (16,500) Class B Shares and eight thousand five hundred (8,500) Class C Shares, each share of each class having a nominal value of ten euro (EUR 10.-) of any compartment of the Company and that pursuant to the same Article SIX (6), the board of directors of the Company has been authorised to increase the issued share capital of the Company.

III. That the board of directors of the Company, in its meetings on 22 September 2010, 4 October 2010, 20 October 2010 and 26 October 2010 and in accordance with the authority conferred on it pursuant to Article SIX (6) of the Company's Articles, has decided to increase the corporate capital by a total amount of one hundred ninety-six thousand seven hundred euro (EUR 196,700.-) by the issuance of nine hundred sixty-six (966) new class A1 shares and by the issuance of eighteen thousand seven hundred four (18,704) new Class A2 shares, each share of each class having a nominal value of ten euro (EUR 10.-), having the same rights and privileges as the existing Class A Shares.

IV. That the board of directors of the Company:

- in its meeting of 22 September 2010 has issued, and accepted the subscription, for value date 29 September 2010, for nine thousand eight hundred forty (9,840) new class A2 shares with a par value of ten euro (EUR 10.-) each, by Matignon Développement 1, a société par action simplifiée governed by the laws of France, having its registered office at 20, Place Vendôme, F-75001 Paris (France) and registered with the Register of Commerce and Companies of Paris under number 337 680 482, with payment of a share premium of class A2 shares in a total amount of nine million seven hundred forty-one thousand six hundred euro (EUR 9,741,600.-), by a contribution in cash;

- in its meeting of 22 September 2010 has issued, and accepted the subscription, for value date 30 September 2010, for six hundred thirtyfour (634) new class A1 shares and two thousand three hundred fourteen (2,314) new class A2 shares, each share of each class having a nominal value of ten euro (EUR 10.-), by Matignon Développement 1, prenamed, with payment of a share premium of class A1 shares in a total amount of six hundred twenty-seven thousand six hundred sixty euro (EUR 627,660.-) and of a share premium of class A2 shares in a total amount of two million two hundred ninety thousand eight hundred sixty euro (EUR 2,290,860.-), by a virtual contribution;

- in its meeting of 4 October 2010 as issued, and accepted the subscription, for value date 5 October 2010, two hundred sixty-one (261) new class A1 shares with a par value of ten euro (EUR 10.-) each, by Matignon Développement 1, prenamed, with payment of a share premium of class A1 shares in a total amount of two hundred fifty-eight thousand three hundred ninety euro (EUR 258,390.-), by a virtual contribution;

- in its meeting of 20 October 2010 has issued, and accepted the subscription, for value date 22 October 2010, for seventy-one (71) new class A1 shares with a par value of ten euro (EUR 10.-) each, by Matignon Développement 1, prenamed, with payment of a share premium of class A1 shares in a total amount of seventy thousand two hundred ninety euro (EUR 70,290.-), by a virtual contribution;

- in its meeting of 26 October 2010 has issued, and accepted the subscription, with value date 27 October 2010, for six thousand five hundred fifty (6,550) new class A2 shares with a par value of ten euro (EUR 10.-) each, by Matignon Développement 1, prenamed, with payment of a share premium of class A2 shares in a total amount of six million four hundred eighty-four thousand five hundred euro (EUR 6,484,500.-), by a contribution in cash.

V. That all these new Class A Shares have been entirely subscribed and fully paid up as described above, each time at the relevant date of issue and subscription, so that the total amount of NINETEEN MILLION SIX HUNDRED SEVENTY THOUSAND EURO (EUR 19,670,000.-) thus being for the capital increase:

- following the class A1 shares issuance the amount of NINE THOUSAND SIX HUNDRED SIXTY EURO (EUR 9,660.-);
- following the Class A2 Shares issuance the amount of ONE HUNDRED EIGHTY-SEVEN THOUSAND FORTY EURO (EUR 187,040.-);

and for the paid up share premium:

- the amount of NINE HUNDRED FIFTY-SIX THOUSAND THREE HUNDRED FORTY EURO (EUR 956,340.-) for the class A1 paid up share premium;

- the amount of EIGHTEEN MILLION FIVE HUNDRED SIXTEEN THOUSAND NINE HUNDRED SIXTY EURO (EUR 18,516,960.-) for the class A2 paid up share premium.

All these amounts have been at the entire and free disposal of the Company at the relevant date of subscription and issue, proof of which has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges this.

VI. That as a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital, paragraph one of Article 6 of the Articles is therefore amended and shall read as follows:

“ **Art. 6. Corporate Capital.** The issued capital of the Company is set at nine million eight hundred nineteen thousand sixty euro (EUR 9,819,060.-) divided into four hundred twenty-six thousand five hundred fifty-five (426,555) class A1 shares, five hundred forty-seven thousand three hundred forty-five (547,345) class A2 shares (the “Class A Shares”); three thousand six hundred ninety-one (3,691) class B1 shares, two thousand six hundred eighty-two (2,682) class B2 shares (the “Class B Shares”); three hundred twelve (312) class C1 shares and one thousand three hundred twenty-one (1,321) class C2 shares (the “Class C Shares”). Each issued share of whatever class has a nominal value of ten euro (EUR 10.-) and may, upon issue, be only partially paid up.”

#### *Expenses*

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately five thousand eight hundred euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. Upon request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la traduction en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le neuf novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Melle Jennifer Ferrand, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de «MD Mezzanine S.A., SICAR», une société d'investissement en capital à risque constituée sous la forme d'une société anonyme ayant son siège social au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée le 7 juillet 2005 suivant acte reçu par le notaire soussigné, publié au Mémorial C, n° 1198 le 12 novembre 2005 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109.277 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné du 13 octobre 2010, non encore publié au Mémorial C,

en vertu d'une procuration lui conférée par les résolutions adoptées par le conseil d'administration de la Société en date du 22 septembre 2010, 4 octobre 2010, 20 octobre 2010 et 26 octobre 2010 un extrait desdites résolutions, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront formalisées.

Lequel comparant, agissant en ladite qualité, a requis le notaire soussigné de documenter les déclarations et constatations suivantes:

I.- Que le capital social de la Société s'élève actuellement à neuf millions six cent vingt-deux mille trois cent soixante euros (EUR 9.622.360,-) représenté par quatre cent vingt-cinq mille cinq cent quatre-vingt-neuf (425.589) actions de catégorie A1, cinq cent vingt-huit mille six cent quarante-et-une (528.641) actions de catégorie A2 (les «Actions de Catégorie A»), trois mille six cent quatre-vingt-onze (3.691) actions de catégorie B1, deux mille six cent quatre-vingt-deux (2.682) actions de catégorie B2 (les «Actions de Catégorie B»), trois cent douze (312) actions de catégorie C1 et mille trois cent vingt et une (1.321) actions de catégorie C2 (les «Actions de Catégorie C») chaque action de chaque catégorie d'actions ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-), et étant entièrement libérées.

II.- Qu'en vertu de l'article SIX (6) des statuts de la Société (les « Statuts »), le capital autorisé de la Société a été fixé à cinq cent millions d'euros (EUR 500.000.000,-), représenté par quarante-neuf millions neuf cent soixante-quinze mille (49.975.000) Actions de Catégorie A, seize mille cinq cents (16.500) Actions de Catégorie B et huit mille cinq cents (8.500) Actions de Catégorie C, chaque action de chaque catégorie d'actions ayant chacune une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) quelque soit le compartiment concerné de la Société et qu'en vertu du même Article SIX (6), le conseil d'administration de la Société a été autorisé à procéder à des augmentations de capital.

III.- Que le conseil d'administration de la Société, lors de ses réunions en date du 22 septembre 2010, 4 octobre 2010, 20 octobre 2010 et 26 octobre 2010, en conformité avec les pouvoirs lui conférés en vertu de l'article SIX (6) des Statuts de la Société, a décidé d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant total de cent quatre-vingt-seize mille sept cents euros (EUR 196.700,-) par la l'émission de neuf cent soixante-six (966) nouvelles actions de catégorie A1 et par l'émission de dix-huit mille sept cent quatre (18.704) nouvelles actions de catégorie A2, d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, et jouissant des mêmes droits et privilèges que les Actions de Catégorie A existantes.

IV.- Que le conseil d'administration de la Société:

- lors de sa réunion du 22 septembre 2010 a émis et accepté la souscription, avec date de valeur 29 septembre 2010, de neuf mille huit cent quarante (9.840) nouvelles actions de catégorie A2 ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, par Matignon Développement 1, une société par action simplifiée régie par le droit français, ayant son siège social au 20, Place Vendôme, F-75001 Paris (France) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 337 680 482, avec paiement d'une prime d'émission relative aux actions de catégorie A2 d'un montant total neuf millions sept cent quarante et un mille six cents euros (EUR 9.741.600,-), par un apport en espèces;

- lors de sa réunion du 22 septembre 2010 a émis et accepté la souscription, avec date de valeur 30 septembre 2010, de six cent trente-quatre (634) nouvelles actions de catégorie A1 et deux mille trois cent quatorze (2.314) nouvelles actions de catégorie A2, chaque action de chaque catégorie d'actions ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-), par Matignon Développement 1, susmentionné, avec paiement d'une prime d'émission relative aux actions de catégorie A1 d'un montant total de six cent vingt-sept mille six cent soixante euros (EUR 627.660,-) et d'une prime d'émission relative aux actions de catégorie A2 d'un montant total de deux millions deux cent quatre-vingt-dix mille huit cent soixante euros (EUR 2.290.860,-), par un apport virtuel;

- lors de sa réunion du 4 octobre 2010 a émis et accepté la souscription, avec date de valeur 5 octobre 2010, de deux cent soixante et une (261) nouvelles actions de catégorie A1 ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, par Matignon Développement 1 susmentionné, avec paiement d'une prime d'émission relative aux actions de catégorie A1 d'un montant total de deux cent cinquante-huit mille trois cent quatre-vingt-dix euros (EUR 258.390,-), par un apport virtuel;

- lors de sa réunion du 20 octobre 2010 a émis et accepté la souscription, avec date de valeur 22 octobre 2010, de soixante et onze (71) nouvelles actions de catégorie A1 ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, par Matignon Développement 1, susmentionné, avec paiement d'une prime d'émission relative aux actions de catégorie A1 d'un montant total de soixante-dix mille deux cent quatre-vingt-dix euros (EUR 70.290,-), par un apport virtuel;

- lors de sa réunion du 26 octobre 2010 a émis et accepté la souscription, avec date de valeur 27 octobre 2010, de six mille cinq cent cinquante (6.550) nouvelles actions de catégorie A2 ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, par Matignon Développement 1, susmentionné, avec paiement d'une prime d'émission relative aux actions de catégorie A2 d'un montant total de six millions quatre cent quatre-vingt-quatre mille cinq cents euros (EUR 6.484.500,-), par un apport en espèces;

V.- Que toutes les nouvelles Actions de Catégorie A ont été entièrement souscrites et libérées intégralement comme décrit ci-dessus, chaque fois à la date applicable d'émission et de souscription de sorte que la somme totale de DIX-NEUF MILLIONS SIX CENT SOIXANTE-DIX MILLE EUROS (EUR 19.670.000,-) faisant pour l'augmentation de capital:

- suivant l'émission des actions de catégorie A1 la somme de NEUF MILLE SIX CENT SOIXANTE EUROS (EUR 9.660,-) ;

- suivant l'émission des actions de catégorie A2 la somme de CENT QUATRE-VINGT-SEPT MILLE QUARANTE EUROS (EUR 187.040,-),

et pour la prime d'émission le montant de:

- NEUF CENT CINQUANTE-SIX MILLE TROIS CENT QUARANTE EUROS (EUR 956.340,-) pour la prime d'émission relative aux actions de catégorie A1 ;

- DIX-HUIT MILLIONS CINQ CENT SEIZE MILLE NEUF CENT SOIXANTE EUROS (EUR 18.516.960,-) pour la prime d'émission relative aux actions de catégorie A2.

Ces montants ont été à la libre et entière disposition de la Société, chaque fois à la date applicable de souscription et d'émission, dont la preuve a été rapportée au notaire soussigné, qui la reconnaît expressément.

VI.- Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social, le premier alinéa de l'article 6 des Statuts est modifié en conséquence et aura désormais la teneur suivante:

**Art. 6. Capital Social (premier paragraphe).** «Le capital émis de la Société est fixé à neuf millions huit cent dix-neuf mille soixante euros (EUR 9.819.060,-) représenté par quatre cent vingt-six mille cinq cent cinquante-cinq (426.555) actions de catégorie A1, cinq cent quarante-sept mille trois cent quarante-cinq (547.345) actions de catégorie A2 (les «Actions de Catégorie A») ; trois mille six cent quatre-vingt-onze (3.691) actions de catégorie B1, deux mille six cent quatre-vingt-deux (2.682) actions de catégorie B2 (les «Actions de Catégorie B»), trois cent douze (312) actions de catégorie C1 et mille trois cent vingt et une (1.321) actions de catégorie C2 (les «Actions de Catégorie C»). Chaque action émise a une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) et peut, à l'émission, n'être que partiellement libérée.»

#### *Frais*

Les frais incombant à la société et mis à sa charge, en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de cinq mille huit cents euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par ses noms, prénom usuel, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. FERRAND, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 novembre 2010. Relation: EAC/2010/13738. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010150985/199.

(100174290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2010.

---

**Kinase Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 47.588.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

which will be held on *December 13<sup>th</sup>, 2010* at 2.30 p.m. at the registered office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Resignation of all Directors and of the Statutory Auditor and appointment of their replacement;
2. Special Discharge of the Directors and of the Statutory Auditor for the period from January 1<sup>st</sup>, 2010 until the present Extraordinary General Meeting;
3. Transfer of the corporate seat;
4. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2010155601/795/16.

---

**Iberint Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 27.857.

Les actionnaires et porteurs de parts de fondateur sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra anticipativement le *13 décembre 2010* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010155604/795/15.

---

**HFB Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 84.740.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

which will be held on *December 13<sup>th</sup>, 2010* at 11.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Resignation of all Directors and of the Statutory Auditor and appointment of their replacement;
2. Special Discharge of the Directors and of the Statutory Auditor for the period from January 1<sup>st</sup>, 2010 until the present Extraordinary General Meeting;
3. Transfer of the corporate seat;
4. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2010155602/795/16.

---

**Lycene Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 48.722.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le *13 décembre 2010* à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Acceptation de la démission de tous les Administrateurs et du Commissaire aux comptes et nomination de leurs remplaçants
2. Décharge spéciale aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2010 à la date de la présente assemblée
3. Transfert du siège social
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010155603/795/17.

---

**Calgary (Holdings) S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 20.520.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

**GENERAL MEETING**

which is going to be held extraordinarily at the address of the registered office, on *January 3rd, 2011* at 11.00 o'clock, with the following agenda:

*Agenda:*

"Resolution to be taken according to article 100 of the law of August 10, 1915."

The statutory general meeting held on May 5, 2010 was not able to deliberate on the item 3, as the legally required quorum was not achieved. The general meeting, which is going to be held extraordinarily on January 3rd, 2011, will deliberate whatever the proportion of the capital represented.

*The board of directors.*

Référence de publication: 2010155606/534/16.

---

**Vontobel Exchange Traded Structured Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 131.940.

**The ANNUAL GENERAL MEETING**

of shareholders ("the Meeting") of Vontobel Exchange Traded Structured Fund ("the Company") will be held on *December 13, 2010* at 11:00 a.m. at the premises of RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, in Luxembourg.

*Agenda:*

1. Presentation and acknowledgement of the report of the board of directors and the report of the auditor of the Company on the activity of the Company during the financial year ended on 31 August 2009;
2. Ratification of the following dividends which have been paid during the financial year ended 31 August 2009:  
- 6<sup>th</sup> March 2009:  
International Blue Chip Basket 100% Capital Protection: CHF 0,50
3. Adoption of the audited annual accounts of the Company presented by the board of directors for the financial year ended 31 August 2009;
4. Discharge and release (quitus) to the directors Mrs. Annemarie ARENS, Mr. Dominic GAILLARD, Mr. Philippe HOSS, Mr. Christoph LEDERGERBER, Mr. Anders MALCOLM, Mr. Markus PFISTER and Mr. Martin DE QUERVAIN for their respective mandates and duties during, and in connection with, the financial year of the Company ended on 31 August 2009;
5. Proposal to the shareholders of the Company to carry forward the remaining net profit/loss of the financial year ended 31 August 2009;

6. Presentation and acknowledgement of the report of the board of directors and the report of the auditor of the Company on the activity of the Company during the financial year ended on 31 August 2010;
7. Ratification of the following dividends which have been paid during the financial year ended 31 August 2010:
  - 08 February 2010  
Raiffeisen Bonus Income Global Equity (CHF) 02/2014 - Class A1: CHF 2,45
  - 10 March 2010  
International Blue Chip Basket 100% Capital Protection: CHF 0,50
8. Adoption of the audited annual accounts of the Company presented by the board of directors for the financial year ended 31 August 2010;
9. Discharge and release (quitus) to the directors Mrs. Annemarie ARENS, Mr. Dominic GAILLARD, Mr. Philippe HOSS, Mr. Anders MALCOLM and Mr. Markus PFISTER for their respective mandates and duties during, and in connection with, the financial year of the Company ended on 31 August 2010;
10. Proposal to the shareholders of the Company to carry forward the remaining net profit/loss of the financial year ended 31 August 2010;
11. Re-election of
  - (i) Mr. Dominic GAILLARD, Mr. Philippe HOSS, Mr. Anders MALCOLM, Mr. Markus PFISTER and Ms Annemarie ARENS as directors of the Company; and,
  - (ii) the auditor Ernst & Young Luxembourg, for a period of one year ending on the date of the next annual general meeting to be held in 2011;
12. Miscellaneous.

The shareholders' attention is drawn to the fact that no quorum is required for resolutions of the annual general meeting and that the resolutions are adopted by a majority of the shareholders present or represented at the meeting.

For organizational reasons, those shareholders who wish to attend the Meeting in person are requested to register with Vontobel Exchange Traded Structured Fund, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, in Luxembourg for the attention of Fund Corporate Services (fax No. +352/2460-3331), by December 10, 2010 at the latest.

In order to attend the meeting, shareholders are required to block their shares at the depositary, 5 days prior to the meeting and to provide the registered office of the company with the related certificate, stating that these shares remain blocked until the end of the Annual General Meeting.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2010155607/755/53.

---

**Costamar Finances Holding, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 69.792.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 novembre 2010 n'ayant pu délibérer faute de quorum, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 13 décembre 2010 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

1. Soumission de la société à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).
2. Changement de la dénomination de la société en «COSTAMAR FINANCES HOLDING SPF» et modification sub-séquente de l'article 1 des statuts de la Société.
3. Adaptation afférente de l'article 4 des statuts de la Société relatif à l'objet.
4. Suppression des alinéas 4 à 7 de l'article 5 des statuts.
5. Ajout d'un alinéa qui suit à la fin de l'article 5 des statuts:  
«Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles au sens de l'article 3 de la loi SPF».
6. Adaptation de l'article 18 pour lui donner la teneur suivante : La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la Loi du 11 mai 2007 ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le conseil d'administration .*

Référence de publication: 2010146755/755/25.

---

**Argenta Fund of Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 149.912.

Le conseil d'administration du Fonds (le «Conseil») a le plaisir d'inviter les actionnaires du Fonds à  
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
qui se tiendra le 3 décembre 2010 à 15.00 heures (heure de Luxembourg) au siège social du Fonds (l'«Assemblée»)  
L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

- Article 10 des statuts du Fonds - Forme des Actions  
Modification de la première phrase de l'article 10 des statuts du Fonds de la manière suivante:  
«Les actions sont représentées par des certificats au porteur (titres physiques ou dématérialisés).»
- Article 11 des statuts du Fonds - Frais de Gestion  
Modification de l'article 11 des statuts du Fonds afin d'y ajouter les frais suivants:
  - «Les frais de traduction des prospectus d'émission ou des rapports périodiques;
  - Les frais d'impression des certificats d'actions, des traductions et des publications légales dans la presse;
  - Les frais de publication du prix des actions; et
  - Les frais des actes officiels, de justice et de conseils juridiques.»

Le quorum minimum sera de 50% des actions en circulation du Fonds et l'adoption des résolutions extraordinaires exigera l'approbation à la majorité des deux tiers des actions présentes ou représentées lors de l'Assemblée.

Si le quorum n'est pas atteint à cette première Assemblée, une seconde Assemblée sera convoquée pour le 11 janvier 2011 à 14.00 heures (heure de Luxembourg) avec le même ordre du jour. Aucun quorum ne sera requis lors de cette seconde Assemblée et les résolutions extraordinaires seront adoptées à la majorité des deux tiers des actions présentes ou représentées.

Les actionnaires peuvent voter en personne ou par procuration, laquelle est à réclamer et à remettre au plus tard le 29 novembre 2010 auprès d'Argentabank Luxembourg S.A., à L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri (fax: 00352/22.26.58; téléphone: 00352/22.26.55). Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée, les actionnaires doivent déposer leurs titres au plus tard le 29 novembre 2010 au siège social d'Argenta Banque d'Epargne S.A. (Argenta Spaarbank nv) à B-2018 Antwerpen, Belgique, 49-53 (qui assure le service financier en Belgique) ou au siège social d'Argentabank Luxembourg S.A., à L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri.

Une copie du projet des statuts révisés du Fonds pourra être obtenue auprès des adresses mentionnées ci-dessus sur simple demande.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2010149285/35.

**MD Mezzanine S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 109.277.

In the year two thousand and ten, on the tenth day of November.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held:

an extraordinary general meeting of the shareholders of MD Mezzanine S.A., SICAR, a société d'investissement en capital à risque adopting the form of a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 21, boulevard Grand-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, aforementioned, on 7 July 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1198 of 12 November 2005, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 109.277, and whose articles of association have last been amended on 9 November 2010, pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published (the "Company").

The meeting is declared open at 5.00 p.m. with Ms Jennifer FERRAND, employee, residing in Luxembourg in the chair, who appointed as secretary Mr Charles MONNIER, lawyer, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Pierre-Alexandre LECHANTRE, lawyer, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record:

(i) That the meeting has been convened at this date and time by convening notice sent to each shareholder by registered letter on 27 October 2010. A copy of such convening notices has been given to the board of the meeting.

(ii) That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

1 To acknowledge the report of the board of directors of the Company on the renewal of the authorisation granted to the board of directors to increase the corporate capital of the Company.

2 To renew the authorisation granted to the board of directors of the Company, during a period ending five (5) years after the date of publication of the present minutes in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, to (i) realise any increase of the corporate capital in one or several successive tranches, following, as the case may be, the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the Board of Directors within the limits of the authorised capital under the terms and conditions of warrants (which may be separate or attached to shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds, notes or similar instruments issued from time to time by the Company, by the issuing of new shares, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by conversion of claims on the Company or in any other manner; (ii) determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new shares; and (iii) remove or limit the preferential subscription right of the shareholders in case of issue of shares against payment in cash.

3 To fully restate the articles of association of the Company to reflect item 2 above as well as the proposed amendments to the private placement memorandum, including the corporate object clause, which shall be amended as follows:

The object of the Company is to make risk capital and risk capital related mezzanine investments in view of having the shareholders benefit from the results of the management of such risk capital and risk capital related investments as a consideration for the risk borne by such shareholders.

Investments by the Company will consist of risk capital or risk capital related investments in accordance with article 1 of the Sicar Law and Circular 06/241 of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

A risk capital or risk capital related investment consists in a direct or indirect participation in entities with the view of their launch, development or listing. The Company is subject to the SICAR Law.

The object of the Company consequently includes the acquisition, holding, administration and disposal of direct and indirect risk capital or risk capital related investments in accordance with its investment policy.

The Company's investment policy (the "Investment Policy") is to make worldwide investments in Mezzanine Instruments, Other Instruments and Mezzanine Investment Funds primarily in Europe, North America and, on an opportunistic basis, in Asia (the "Portfolio Investments").

Without prejudice to the possibility for the Board of Directors to create further compartments, the Company comprises three (3) compartments (the "Compartments", and each a "Compartment"), being the Compartment 1, the Compartment 2 and the Compartment 3, each such Compartment forming a distinct part of assets and liabilities of the Company.

The assets of each Compartment are invested in accordance with the particular investment features applicable to such Compartment.

The investment policy of Compartment 1, Compartment 2 and, as from the Active Date (as defined in Article 29), Compartment 3 shall, save as otherwise provided, not differ from the Investment Policy of the Company.

The Company, or any of its Compartments, will not invest more than 85% of its commitments directly in Mezzanine Instruments and Other Instruments (the "Direct Investments"), provided however that by exception Compartment 2 and Compartment 3 may invest up to 95% of their respective Commitments into Direct Investments.

Mezzanine Instruments, for the purpose of investments by the Company, may consist inter alia of unlisted corporate loans or bond issues with or without warrants, preferred shares, convertible bonds, participating loans and all financial instruments that are junior to bank, trade or other debt other than equity-holder's debts, but senior to common shares of equity and shareholder's loans; they shall consequently include any mezzanine debt or PIK debt (the "Mezzanine Instruments").

Other Instruments, for the purpose of investments by the Company, may consist of related equity or equity access instruments, and any senior debt through secondary opportunities or second lien debt and generally include any similar debt provided in the context of an investment in risk capital (the "Other Instruments").

The Company, or any of its Compartments, will not invest more than 15% of its commitments into Other Instruments.

The Company, or any of its Compartments, will not invest more than 20% of its commitments in Mezzanine Investment Funds, provided however that by exception Compartment 1 may invest up to 45% of its commitments in Mezzanine Investment Funds.

Mezzanine Investment Funds are funds whose main purpose is to invest in Mezzanine Instruments and Other Instruments (as defined here above) ("Mezzanine Investment Funds").

The Company, or any of its Compartments, will not invest more than (i) 15% of its commitments in one single Portfolio Investment where such Portfolio Investment is a Direct Investment or co-investment in Mezzanine Instruments or (ii) 10% of its commitments in one single Portfolio Investment where such Portfolio Investment is a Mezzanine Investment Fund.

The Company may also invest any surplus of cash on a short-term basis on cash deposits pending investments in risk capital or distributions to shareholders. The Company shall not use derivative instruments other than for hedging purposes of its interest rate and currency exchange exposure.

The Company may more in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participations, securities, bonds, debentures and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the entities in which it holds a participation or which are members of such entities' group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever; and (iv) make loans in any form whatsoever.

In order to raise funds to pursue its Investment Policy, the Company will issue shares or share subscription rights and debt instruments of any type to institutional, professional or well informed investors (investisseurs avertis) pursuant to article 2 of the SICAR Law (the "Well Informed Investors").

The Company may also establish, acquire, dispose of or act on behalf of entities which are either of a similar or comparable kind or serve the objects of the Company directly or indirectly. The object of the Company consequently includes (i) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign entities, (ii) the active and/or passive administration, development and/or management of such holdings and/or entities, as well as (iii) the direct and/or indirect financing of such entities in which it holds a participation or which are members of such entity's group of companies.

To the full extent permitted by the SICAR Law, the Company may undertake transactions of any kind, whether commercial or financial, which are directly or indirectly connected with its object and which would serve the objects of the Company directly or indirectly. The Company can also set up branches or subsidiaries and wholly or partly transfer its business to its affiliates.

The Company will divest from a Portfolio Investment upon such investment not being permissible anymore under the SICAR Law.

4 To confer full powers to the directors of the Company, acting individually, to implement the resolutions to be adopted under the foregoing items of the agenda.

5 Miscellaneous.

(iii) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

(iv) That it results from said attendance list that out of the four hundred twenty-six thousand five hundred fifty-five (426,555) Class A1 shares, five hundred forty-seven thousand three hundred forty-five (547,345) Class A2 shares, three thousand six hundred ninety-one (3,691) Class B1 shares, two thousand six hundred eighty-two (2,682) Class B2 shares, three hundred twelve (312) Class C1 shares and one thousand three hundred twenty-one (1,321) Class C2, all Class A1 shares, all Class A2 shares, three thousand six hundred fifty-eight (3,658) Class B1 shares, two thousand five hundred six (2,506) Class B2 shares, all Class C1 shares and all Class C2 shares are duly represented at the present meeting and in consideration of the agenda and of the provisions of article 67, 67-1 and 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the present meeting is validly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda which the shareholders have been duly informed of before this meeting.

Then the general meeting of shareholders, after deliberation, took each time unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting RESOLVED to acknowledge a report of the board of directors of the Company on the renewal of the authorisation to be granted to the board of directors to increase the corporate capital of the Company (the "Report").

The Report will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

*Second resolution*

The general meeting RESOLVED to renew the authorisation granted to the board of directors of the Company, during a period ending five (5) years after the date of publication of the present minutes in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, to (i) realise any increase of the corporate capital in one or several successive tranches, following, as the case may be, the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the Board of Directors within the limits of the authorised capital under the terms and conditions of warrants (which may be separate or attached to shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds, notes or similar instruments issued from time to time by the Company, by the issuing of new shares, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by conversion of claims on the Company or in any other manner; (ii) determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue

price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new shares; and (iii) remove or limit the preferential subscription right of the shareholders in case of issue of shares against payment in cash.

*Third resolution*

The general meeting RESOLVED to amend the articles of association of the Company, including the corporate object clause, to reflect the renewal of the authorisation granted to the board of directors of the Company as well as the proposed amendments to the private placement memorandum, which shall from now on read as follows:

**Chapter I. Form, Corporate name, Registered Office, Object, Duration**

**Art. 1. Form, Corporate name.** There is hereby established among the founding shareholders and all those who may become owners of shares following its incorporation, a company (the "Company") in the form of a public limited company (société anonyme) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of association (the "Articles of Association"). The Company is further subject to the Loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque ("Sicar"), as amended from time to time (the "Sicar Law") and the private placement memorandum (the "PPM") of the Company.

The Company will exist under the corporate name of "MD Mezzanine S.A., SICAR".

**Art. 2. Registered Office.** The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Board of Directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that, in the view of the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Directors.

**Art. 3. Object.** The object of the Company is to make risk capital and risk capital related mezzanine investments in view of having the shareholders benefit from the results of the management of such risk capital and risk capital related investments as a consideration for the risk borne by such shareholders.

Investments by the Company will consist of risk capital or risk capital related investments in accordance with article 1 of the Sicar Law and Circular 06/241 of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

A risk capital or risk capital related investment consists in a direct or indirect participation in entities with the view of their launch, development or listing.

The Company is subject to the SICAR Law.

The object of the Company consequently includes the acquisition, holding, administration and disposal of direct and indirect risk capital or risk capital related investments in accordance with its investment policy.

The Company's investment policy (the "Investment Policy") is to make worldwide investments in Mezzanine Instruments, Other Instruments and Mezzanine Investment Funds primarily in Europe, North America and, on an opportunistic basis, in Asia (the "Portfolio Investments").

Without prejudice to the possibility for the Board of Directors to create further compartments, the Company comprises three (3) compartments (the "Compartments", and each a "Compartment"), being the Compartment 1, the Compartment 2 and the Compartment 3, each such Compartment forming a distinct part of assets and liabilities of the Company.

The assets of each Compartment are invested in accordance with the particular investment features applicable to such Compartment. The investment policy of Compartment 1, Compartment 2 and, as from the Active Date (as defined in Article 29), Compartment 3 shall, save as otherwise provided, not differ from the Investment Policy of the Company.

The Company, or any of its Compartments, will not invest more than 85% of its commitments directly in Mezzanine Instruments and Other Instruments (the "Direct Investments"), provided however that by exception Compartment 2 and Compartment 3 may invest up to 95% of their respective Commitments into Direct Investments.

Mezzanine Instruments, for the purpose of investments by the Company, may consist inter alia of unlisted corporate loans or bond issues with or without warrants, preferred shares, convertible bonds, participating loans and all financial instruments that are junior to bank, trade or other debt other than equity-holder's debts, but senior to common shares of equity and shareholder's loans; they shall consequently include any mezzanine debt or PIK debt (the "Mezzanine Instruments").

Other Instruments, for the purpose of investments by the Company, may consist of related equity or equity access instruments, and any senior debt through secondary opportunities or second lien debt and generally include any similar debt provided in the context of an investment in risk capital (the "Other Instruments").

The Company, or any of its Compartments, will not invest more than 15% of its commitments into Other Instruments.

The Company, or any of its Compartments, will not invest more than 20% of its commitments in Mezzanine Investment Funds, provided however that by exception Compartment 1 may invest up to 45% of its commitments in Mezzanine Investment Funds.

Mezzanine Investment Funds are funds whose main purpose is to invest in Mezzanine Instruments and Other Instruments (as defined here above) ("Mezzanine Investment Funds").

The Company, or any of its Compartments, will not invest more than (i) 15% of its commitments in one single Portfolio Investment where such Portfolio Investment is a Direct Investment or co-investment in Mezzanine Instruments or (ii) 10% of its commitments in one single Portfolio Investment where such Portfolio Investment is a Mezzanine Investment Fund.

The Company may also invest any surplus of cash on a short-term basis on cash deposits pending investments in risk capital or distributions to shareholders. The Company shall not use derivative instruments other than for hedging purposes of its interest rate and currency exchange exposure.

The Company may more in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participations, securities, bonds, debentures and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the entities in which it holds a participation or which are members of such entities' group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever; and (iv) make loans in any form whatsoever.

In order to raise funds to pursue its Investment Policy, the Company will issue shares or share subscription rights and debt instruments of any type to institutional, professional or well informed investors (investisseurs avertis) pursuant to article 2 of the SICAR Law (the "Well Informed Investors").

The Company may also establish, acquire, dispose of or act on behalf of entities which are either of a similar or comparable kind or serve the objects of the Company directly or indirectly. The object of the Company consequently includes (i) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign entities, (ii) the active and/or passive administration, development and/or management of such holdings and/or entities, as well as (iii) the direct and/or indirect financing of such entities in which it holds a participation or which are members of such entity's group of companies.

To the full extent permitted by the SICAR Law, the Company may undertake transactions of any kind, whether commercial or financial, which are directly or indirectly connected with its object and which would serve the objects of the Company directly or indirectly. The Company can also set up branches or subsidiaries and wholly or partly transfer its business to its affiliates.

The Company will divest from a Portfolio Investment upon such investment not being permissible anymore under the SICAR Law.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

## Chapter II. Compartments, Capital, Shares

**Art. 5. Compartments.** The proceeds of the issue of shares in a Compartment shall be invested in such assets and instruments as determined from time to time by the Board of Directors in accordance with the investment policy of the relevant Compartment. Each such Compartment is designated by a generic name.

The Company is composed of three (3) Compartments, being Compartment 1, Compartment 2 and Compartment 3:

Compartment 1 is constituted of all the assets and liabilities linked to the Portfolio Investments approved by the Board of Directors of the Company up to and including 13 September 2007. Compartment 1 is divided into class A1 shares, class B1 shares and class C1 shares.

Compartment 2 is constituted of all the assets and liabilities linked to the Portfolio Investments approved by the Board of Directors of the Company as from 14 September 2007 and before the Active Date. Compartment 2 is divided into class A2 shares, class B2 shares and class C2 shares.

Compartment 3 will be constituted of all the assets and liabilities linked to Portfolio Investments approved by the Board of Directors of the Company as from and after the Active Date. Compartment 3 will be divided into class A3 shares, class B3 shares and class C3 shares.

The Company's liabilities towards the shareholders, by virtue of their investment in a particular Compartment, shall be limited solely to the assets of the relevant Compartment.

The Company's liability toward third parties shall be limited to:

(i) all the assets of Compartment 1, Compartment 2 and Compartment 3, if such liability has been incurred prior to the creation of these three (3) Compartments (included); or

(ii) the assets of a particular Compartment, if it has been incurred in relation to that particular Compartment, provided that liabilities benefiting all the Compartments shall be allocated on a pro rata to last available yearly NAV basis between the Compartments at the time such liability was incurred.

Shares of any class of shares within a Compartment may be converted into shares of another class of shares within the same or another Compartment (except that the conversion of shares of any Compartment into shares of the Compartment 1 is not permitted) upon a proposal by the Board of Directors. The Board of Directors is authorized to set a minimum conversion level for each Compartment and class of shares, as well as to fix the minimum amount of shares that must remain in any Compartment or class of shares if the conversion is exercised and agreed.

The conversion of shares into shares of another class of shares within the same or another Compartment shall be approved by the shareholders in a general meeting of shareholders at which the quorum and majority requirements for an amendment of the Articles of Association will be applicable. Furthermore, the applicable quorum and majority requirements will have to be met both at the level of the Company and at the level of each relevant Compartment.

The conversion is carried out on the basis of the applicable Net Asset Values per share determined on the relevant valuation day in accordance with the Articles of Association. The independent auditor of the Company will at the latest report in the Company's annual report upon the way the entire procedure has been conducted and shall certify the conversion ratio. The relevant Compartment(s) of the Company shall bear all the costs incurred upon any conversion of shares.

**Art. 6. Corporate Capital.** The issued capital of the Company is set at nine million eight hundred nineteen thousand sixty euro (EUR 9,819,060.-) divided into four hundred twenty-six thousand five hundred fifty-five (426,555) class A1 shares; five hundred forty-seven thousand three hundred forty-five (547,345) class A2 shares (the "Class A Shares"), three thousand six hundred ninety-one (3,691) class B1 shares, two thousand six hundred eighty-two (2,682) class B2 shares (the "Class B shares"), three hundred twelve (312) Class C1 shares and one thousand three hundred twenty-one (1,321) Class C2 shares (the "Class C Shares"). Each issued share of whatever class has a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) and may, upon issue, be only partially paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws. The shares of whatever class in the Compartments may be held or acquired by whatever means only by persons or entities qualifying as Well Informed Investors.

The authorised capital of the Company is set at five hundred million euro (EUR 500,000,000.-) divided into shares of any Compartment in the following proportion: forty nine million nine hundred seventy five thousand (49,975,000) Class A Shares, sixteen thousand five hundred (16,500) Class B Shares and eight thousand five hundred (8,500) Class C Shares. Each authorised share of whatever class has a nominal value of ten euro (EUR 10.-).

The Board of Directors is authorised and empowered within the limits of the authorised capital to (i) realise any increase of the corporate capital in one or several successive tranches, following, as the case may be, the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the Board of Directors within the limits of the authorised capital under the terms and conditions of warrants (which may be separate or attached to shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds, notes or similar instruments issued from time to time by the Company, by the issuing of new shares, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by conversion of claims on the Company or in any other manner; (ii) determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new shares; and (iii) remove or limit the preferential subscription right of the shareholders in case of issue of shares against payment in cash. This authorisation is valid during a period ending five (5) years after the date of publication of the minutes of the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 10 November 2010 in the Mémorial and it may be renewed by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

The Board of Directors may delegate to any duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of the issue of new shares under the authorised capital.

Following each increase of the issued capital within the limits of the authorised capital, realized and duly stated in the form provided for by the Laws, this article will be modified so as to reflect the actual increase. Such modification will be recorded in authentic form by the Board of Directors or by any person duly authorized and empowered by the Board of Directors for this purpose.

The Board of Directors shall not issue any shares of whatever class in any Compartment where it appears that such issue would or might result in such shares being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company.

The issued and/or authorized capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

The new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding unless such preferential subscription right is cancelled or limited by the Board of Directors or the shareholders' meeting. The Board of Directors shall determine

the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty (30) days.

Any new Class A Shares in any Compartment shall be issued at an issue price of at least ten euros (EUR 10.-) per Class A Share, any new Class B Shares in any Compartment shall be issued at an issue price of at least ten euro (EUR 10.-) per Class B Share and any new Class C Shares in any Compartment shall be issued at an issue price of at least ten euro (EUR 10.-) per Class C Share.

Notwithstanding the above, the general meeting, voting in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association may limit or withdraw the preferential subscription right or authorise the Board of Directors to do so.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares of whatever class in any Compartment which the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders of whatever class in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 7. Form of Shares.** The shares of any class of shares in the Compartments of the Company will be in the form of registered shares.

The prior consent of the Board of Directors is required for the sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance, transfer into a trust or other fiduciary relation or other disposition of shares of whatever class and in whatever Compartment. Any contemplated transfer shall be notified in advance by the proposed transferor and transferee to the Board of Directors. The notice must include the name and contact details of the transferor and transferee, the number and the class of the shares (including the Compartment to which they relate) to be transferred, and the price or other consideration agreed between the parties for that purpose. When the consideration is not of a monetary kind, the notice shall mention the estimated value of the consideration. The Board of Directors will have full and unfettered discretion in making its decision (and will not be required to make the reasons for its decision known), except in the case of transfers by a shareholder to an Affiliate of such shareholder or by a shareholder which is a trustee to a successor shareholder, where the Board of Directors may only withhold its consent to transfers where legal, tax or other adverse consequences would result for the Company. The Board of Directors may request any additional information as it may wish to make its decision.

Any permitted transfer is subject to the condition that the transferee (i) is a Well Informed Investor and (ii) succeeds the transferor in respect of all obligations in respect of the transfer shares (including for such purpose any commitments towards the Company to subscribe further shares). The Company shall not register any transfer of shares in its share register, unless the transferee has accepted in writing the provisions of any agreements between the transferor and the Company in respect of the transferred shares. A transfer to Affiliates of the transferor may only be effected under the condition subsequent that the transfer shall become ineffective upon the transferee ceasing to be an Affiliate of the transferor, unless the Board of Directors has agreed otherwise in advance and following due notification by the transferee.

"Affiliate" means in relation to an entity, any Controlling holding company, a Controlled subsidiary, or any other subsidiary of any such holding company. "Control" means, in relation to an entity, where a person (or persons acting in concert) has or acquires direct or indirect control (1) of the affairs of that entity, or (2) more than 50 per cent. of the total voting rights conferred by all the issued shares in the capital of that entity which are ordinarily exercisable in a shareholders' general meeting of that entity or (3) of the composition of the main board of directors of that entity. For these purposes "persons acting in concert", in relation to an entity, are persons which actively co-operate pursuant to an agreement or understanding (whether formal or informal) with a view to obtaining or consolidating Control of that entity.

Where the Board of Directors refuses its consent to a proposed transfer, it will propose the shares the transfer of which was contemplated to any other person it thinks appropriate. Such person, alone or together with any other person agreed by the Board of Directors, may purchase the shares at the price or value indicated in the notice to the Board of Directors. However, if such price or value is deemed to be significantly higher than the estimated fair market value of the shares to be sold, the Board of Directors may appoint, upon its own initiative or following a request from any designated transferee, an independent expert, which will determine the price at which the sale will be made. If the sale to a designated transferee has not occurred within a period of three months from the receipt of the notice by the Board of Directors, then the originally contemplated sale may take place under the same conditions as notified to the Board of Directors and no later than one month following the expiry of the three-month period.

Notwithstanding the above, the Board of Directors may restrict or prevent the ownership of shares of whatever class in the Company as the Board of Directors deems necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by or on behalf of any person in breach of any law or requirements of any country or governmental or regulatory authority, and, in particular the SICAR Law. The Board of Directors shall be entitled, for purposes of ensuring, that no shares in the Company are held by or on behalf of any person in breach of any law or requirements of any country or governmental or regulatory authority, and, in particular the SICAR Law, to at any time require any person whose name is entered in the shareholders register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it

may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial or legal ownership of such shareholder's shares rests in a person who is precluded from holding shares in the Company.

A shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class of shares held (including the Compartment to which they relate), the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the registered shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders register will be delivered to the shareholders.

Any permitted transfer of registered shares will be registered in the shareholders register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative (s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and the resolutions adopted by the general meeting of shareholders.

**Art. 8. Valuation of the shares.** The net asset value of the shares in each Compartment, based on the net asset value of such Compartment of the Company, shall be determined under the responsibility of the Board of Directors on a fair value basis in compliance with the guidelines issued from time to time by the European Venture Capital Association ("EVCA") or any successor organisation of EVCA. It shall be expressed in euro (EUR), as a per share figure. Such valuation shall be based on the value, if any, reported by the Portfolio Investment entity. The value of assets denominated in a currency other than the euro (EUR) shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of the determination of the net asset value. The reports and/or accounts drawn up on an aggregate Company level for all Compartments for the purpose of the determination of the net asset value shall be expressed in euro (EUR). The net asset value of a share within a particular class of shares will be computed on the basis of the portion of the net asset value which would be attributable to it under article 29. Each share in each Compartment within a same class of shares must have the same net asset value as the other shares in the same class.

The net asset value of the shares in each Compartment will be determined by the Board of Directors from time to time, but in no instance less than twice yearly as of 30 June and as of 31 December or, if such day is not a business day in Luxembourg, the next day which is a business day, or such other day as determined by the Company and notified to the shareholders.

Portfolio Investments sold in the context of transactions which have not been settled shall not be taken into account for the purpose of the net asset value calculation. Shares in respect of which the Board of Directors has issued a redemption notice shall be treated as existing and taken into account on the relevant redemption date, and from such time and until paid, the redemption price therefore shall be deemed to be a liability of the Company.

The determination of the net asset value of a relevant Compartment of the Company may be postponed for up to fifty (50) business days during:

- (i) any period, if in the reasonable opinion of the Board of Directors, a fair valuation of the assets of the relevant Compartment of the Company is not practical for reasons beyond the control of the Company;
- (ii) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets of the relevant Compartment of the Company would be impracticable;
- (iii) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of the assets of the relevant Compartment of the Company;
- (iv) any period in which the Company deems the determination of the net asset value of the relevant Compartment to be impractical or otherwise adverse to the best interests of the shareholders;
- (v) in case of a decision to liquidate a Compartment of the Company, on and after the day of publication of the first notice given to the shareholders to this effect;
- (vi) in case of a decision to liquidate the Company, on and after the day of publication of the first notice given to the shareholder to this effect; or
- (vii) in case of a suspension of the net asset value by the Mezzanine Investment Funds into which the Company invests.

Where the valuation methodology is not otherwise specified with respect to an asset, any such asset shall be based on its fair value pursuant to article 5 of the SICAR Law.

**Art. 9. Acquisition of own shares - Redemption of shares.** The Company may acquire its own shares. The acquisition and holding of its own shares of any class of shares in the Compartments of the Company will be in compliance with the conditions and limits established by the Laws.

The Company's shares of whatever class and in whatever Compartment are redeemable pursuant to the provisions set out hereafter and in compliance with the conditions and limits established by the Laws.

The Company may at its sole discretion redeem the shares of whatever class and in whatever Compartment during the first three (3) years of its incorporation at their initial subscription price, increased by an interest of 6% per annum thereon, where capital (including share premium) subscribed and paid-in by existing shareholders is to be returned to these existing shareholders following subscription and payment of additional capital (including share premium) by new shareholders in the Company and/or any parallel investment vehicle to the Company.

In case of an event of default (being an event pursuant to which a shareholder fails to validly subscribe to new shares in the Company in breach of contractual arrangements to this effect between the shareholder and the Company), the Company may charge to the defaulting shareholder late payment penalties at a rate of 10% per year. If such default is not remedied within one month the Company may also redeem the defaulting shareholder's shares at a redemption amount reflecting 50% of the net asset value (as determined on the basis of the net asset value of the relevant Compartment of the Company at the time of such redemption and pursuant to article 7) of the shares to be redeemed, less the costs and expenses resulting from this default, and the payment of the redemption price may be deferred until such time as the defaulting shareholder would have received distributions on the redeemed shares if there had been no default resulting in the redemption of these shares.

Where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares in the Company, especially by lack of being a Well Informed Investor, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial or registered owner of shares, or that, in the reasonable judgment of the Board of Directors, there is a material risk to the Company that the continued participation of a shareholder in the Company would increase a material tax, regulatory or other burden on the Company, the Board of Directors is then entitled to compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder. The price at which the relevant shares shall be redeemed shall be the net asset value of the shares (as determined on the basis of the net asset value of the Company at the time of such redemption and pursuant to article 8). The exercise by the Company of the powers conferred by this paragraph shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of the shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

When entitled to do so, the Company may call for redemption, in whole or in part, of the relevant shares by notice sent by registered mail at the address which appears in the register of shareholders of the Company mentioning (i) the date of the redemption, (ii) the number and the class of the shares called for redemption (including the Compartment to which they relate), (iii) the redemption price and (iv) the method of payment of the redemption price.

In no circumstance, a shareholder may request for the redemption of its shares.

### Chapter III. Board of directors, Independent auditor

**Art. 10. Management.** The Company shall be managed by a board of directors, composed of not less than three (3) members, who need not be shareholders (the "Board of Directors").

The members of the Board of Directors will be elected by the general meeting of shareholders, who will determine their number, for a period not exceeding six (6) years, and they will hold office until their successors are elected. They are re eligible and they may be removed at any time, with or without cause by a resolution adopted by the general meeting of shareholders at a simple majority of the shareholders present or represented.

A resolution for the winding up of the Company must be put to the shareholders if a replacement board of directors is not approved within six (6) months from the date of the passing of a resolution for removal of all the members of the Board of Directors. If the shareholders approve such a resolution in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association, the Company will be liquidated.

In the event of a vacancy on the Board of Directors, the remaining directors may elect by co-optation a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders, which shall ratify such co-optation or elect a new member of the Board of Directors instead.

The shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

**Art. 11. Powers of the Board of Directors.** The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the general meeting of shareholders or the independent auditor(s) are in the competence of the Board of Directors.

**Art. 12. Management Fees and Expenses.** The members of the Board of Directors shall be reimbursed for all other reasonable expenses whatsoever incurred by the members of the Board of Directors in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

**Art. 13. Directors' Liability.** No member of the Board of Directors commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. Any such member is only liable for the performance of its duties.

**Art. 14. Delegation of Powers - Representation of the Company.** The Board of Directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more

persons or committees of its choice. The delegation of the daily management of the Company to members of the Board of Directors shall entail the obligation for the Board to report each year to the general meeting of members on the salary, fees and any advantages granted to the delegate.

The Board of Directors may also delegate other special powers or proxies or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees of its choice.

The Company will be bound towards third parties by the joint signature of any two (2) members of the Board of Directors.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature of any persons to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom special signatory power has been delegated by the Board of Directors, within the limits of such special power.

**Art. 15. Conflicts of interest - Indemnity.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that a member of the Board of Directors, the officers or employees of the Company have a personal interest in, or is a shareholder, director, manager, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason solely of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering, voting or otherwise acting upon any matters with respect to such contract or business.

Notwithstanding the above, in the event that any member of the Board of Directors of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member shall make known such personal interest to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders, provided that such provisions shall not apply if the decisions of the Board of directors relate to current operations under taken under normal conditions.

The Company shall indemnify the members of the Board of Directors, the officers or employees of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages to be paid and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been involved, including as directors, managers, officers or employees thereof, with the Company, or, at the request of the Company, with any other company of which the Company is a shareholder or creditor, and in particular the Portfolio Investment entities, and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the present Articles of Association may be entitled.

**Art. 16. Meetings of the Board of Directors.** The Board of Directors will appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who needs not be a member of the Board of Directors, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors (the "Secretary").

The Board of Directors will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two of its members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another member of the Board of Directors as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four (24) hours notice of Board of Directors meetings shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, of each member of the Board of Directors. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Every Board of Directors meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Directors may from time to time determine. Any member of the Board of Directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another member of the Board of Directors as his proxy.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of a majority of the members of the Board of Directors holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the members of the Board of Directors present or represented at such meeting. The Chairman has no casting vote.

One or more members of the Board of Directors may participate in a meeting by means of a videoconference or by any similar means of telecommunication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate as well as identify each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Any meeting using such distant communication means is deemed to be held at the Company's registered office.

In case of urgency, a written decision, signed by all the members of the Board of Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Board of Directors.

The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any two members of the Board of Directors.

**Art. 17. Auditors.** The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by one auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), who need not be shareholders and who shall carry out the duties prescribed by the SICAR Law.

The auditor(s) will be elected by the general meeting of shareholders, who will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

#### Chapter IV. General meeting of shareholders

**Art. 18. Powers of the Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested with the general meeting of shareholders pursuant to these Articles of Association and the Laws.

**Art. 19. Annual General Meeting.** The annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the twenty-fourth day of April at 11.30 a.m.

If such day is a public holiday, a Saturday or a Sunday, the meeting will be held on the next following Luxembourg bank business day.

**Art. 20. Other General Meetings.** The Board of Directors or the independent auditor(s) may convene general meetings of shareholders (in addition to the annual general meeting of shareholders). Such meetings must be convened if shareholders representing at least one tenth of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting of shareholders, may be held abroad if, in the judgement of the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

**Art. 21. Notice of General Meetings.** Shareholders will meet upon issuance (including, if appropriate, its publication) of a convening notice in compliance with these Articles of Association or the Laws. The convening notice sent to the shareholders will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for an extraordinary general meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

**Art. 22. Attendance, Representation.** All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, to be transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself. The Board of Directors may determine the form of proxy and may request that the proxies be deposited at the place indicated by the Board of Directors at least five days prior to the date set for the meeting. Any legal entity, being a shareholder, may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer, or may authorise such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting of shareholders, subject to the production of such evidence of authority as the Board of Directors may require. The Board of Directors may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. The co proprietors, the usufructuaries and bare owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must appoint one sole person to represent them at any general meeting of shareholders.

**Art. 23. Proceedings.** Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman or by a person designated by the Board of Directors.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or represented.

The chairman, the secretary and the scrutineer thus appointed together form the board of the general meeting.

**Art. 24. Adjournment.** The Board of Directors may forthwith adjourn any general meeting of shareholders by four (4) weeks. The Board of Directors must adjourn it if so required by shareholders representing at least one fifth of the Company's issued capital.

Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto.

The adjourned general meeting of shareholders has the same agenda as the first one. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second one.

**Art. 25. Vote.** An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Each share of whatever class and whatever Compartment entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the Laws.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

At any general meeting of shareholders other than an extraordinary general meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any extraordinary general meeting of shareholders, convened in accordance with these Articles of Association or the Laws, for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, the quorum shall be at least one half of all the shares issued and outstanding. If the said quorum is not present, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed resolutions to be adopted, and save as otherwise provided by the Laws, a two-thirds majority of the votes cast by the shareholders is required at any such general meeting.

**Art. 26. Minutes.** The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary of the meeting and the scrutineer of the meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman.

## Chapter V. Financial Year, Distribution of earnings

**Art. 27. Financial Year.** The Company's financial year begins on the first day of January in each year and ends on the last day of December in the same year.

**Art. 28. Adoption of financial statements.** The Board of Directors shall prepare, for approval by the shareholders, annual accounts in accordance with the requirements of the Laws and Luxembourg accounting practice. The annual accounts are submitted to the general meeting of shareholders, which shall consider and, if thought fit, adopt these annual accounts.

The Board of Directors shall further prepare the annual report as required by the SICAR Law.

**Art. 29. Appropriation of Profits.** The general meeting of shareholders of the Company (in case there is no Compartment in the Company), or a meeting of the shareholders of a relevant Compartment of the Company (in case there are Compartments in the Company), shall determine how the annual net profits of the Company, or of the relevant Compartment, will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholders.

The distributions made by each Compartment in respect of investments exited in the financial year starting on 1<sup>st</sup> January 2010 and in subsequent financial years shall be subject to the following rules (any reference to the Class A Shares, the Class B Shares or the Class C Shares being to the same class of shares as in issue in the relevant Compartment):

(i) first, 100% of the distributions shall be made to the Class C shareholders until the aggregate amount of distributions received by them under this item (i) equals, for each financial year opened before the end of the Investment Period, 1% of the net asset value of each Compartment of the Company as of the last day of the relevant financial year provided that such amount may not be lower than two hundred fifty thousand euros (EUR 250,000.-) per financial year (and sixty-five thousand euros (EUR 65,000.-) for Compartment 1 and one hundred eighty-five thousand euros (EUR 185,000.-) for Compartment 2; as from the Active Date, the split will be ninety-two thousand five hundred euros (EUR 92,500.-) for each of Compartment 2 and Compartment 3) and 20% of the transaction fees received by the Company in excess of the broken deal expenses besides incurred. Any amount not distributed under this item (i) for a particular financial year shall be added to the next year's distributions; thereafter, for each financial year,

(ii) as regards all the proceeds of Portfolio Investments constituting direct investments in Mezzanine Instruments (the "Direct Portfolio Investments") received by the Company in the relevant Compartment, distributions will be made out of such proceeds in conformity with the following rules:

(a) first, 100% of the distributions shall be made to the Class A shareholders in the relevant Compartment until a distribution has been made on each of their Class A Share equal to the amount of the share capital and share premium paid in into the relevant Compartment of the Company upon issue of such Class A shares issued to acquire the Direct Portfolio Investments;

(b) second, 100% of the distributions shall be made to the Class B and the Class C shareholders in the relevant Compartment until a distribution has been made on each of their Class B and each of their Class C Share equal to the amount of the share capital and share premium paid in into the relevant Compartment of the Company upon issue of such Class B respectively Class C Shares issued to acquire the Direct Portfolio Investments;

(c) third, 100% of the distributions shall be made to the Class A shareholders in the relevant Compartment until the share capital and share premium paid in into the relevant Compartment of the Company upon and since the issue of such Class A Shares issued to acquire the Direct Portfolio Investments has produced a return of 6%, cumulative and compounded annually from the date of the subscription payment for the relevant shares;

(d) fourth, 100% of the distributions shall be made to the Class B and C shareholders in the relevant Compartment until, not taking into consideration any distributions made on the Class C Shares pursuant to (i) hereabove, the Class B and C Shares in the relevant Compartment have received in aggregate and taken together 15% of the total amounts distributed pursuant to (c) and (d) hereof (the "Direct V Amount"), such Direct V Amount to be distributed in turn as to 92.2% as regards Compartment 1, 66.67% as regards Compartment 2 and 66.67% as regards Compartment 3, as from the Active Date, on the Class B Shares (each Class B Share participating pro rata) and 7.8% as regards Compartment 1, 33.33% as regards Compartment 2 and 33.33% as regards Compartment 3, as from the Active Date, on the Class C Shares (each Class C Share participating pro rata) of the relevant Compartment; and

(e) fifth, with respect to the remaining amounts, 85% to the Class A shareholders in the relevant Compartment and 15% to the Class B and C shareholders in the relevant Compartment, in aggregate and taken together (the "Direct VI Amount"), such Direct VI Amount to be distributed in turn as to 92.2 % as regards Compartment 1, 66.67% as regards Compartment 2 and 66.67% as regards Compartment 3, as from the Active Date, on the Class B Shares (each Class B Share participating pro rata) and 7.8% as regards Compartment 1, 33.33% as regards Compartment 2 and 33.33% as regards Compartment 3, as from the Active Date, on the Class C Shares (each Class C Share participating pro rata) of the relevant Compartment,

(iii) as regards all the proceeds of Portfolio Investments constituting investments in Mezzanine Investment Funds (the "Indirect Portfolio Investments") received by the Company in the relevant Compartment, distributions will be made out of such proceeds in conformity with the following rules:

(a) first, 100% of the distributions shall be made to the Class A shareholders in the relevant Compartment until a distribution has been made on each of their Class A share equal to the amount of the share capital and share premium paid in into the relevant Compartment of the Company upon issue of such Class A shares issued to acquire the Indirect Portfolio Investments;

(b) second, 100% of the distributions shall be made to the Class B and the Class C shareholders in the relevant Compartment until a distribution has been made on each of their Class B and each of their Class C Share equal to the amount of the share capital and share premium paid in into the relevant Compartment of the Company upon issue of such Class B respectively Class C Shares issued to acquire the Indirect Portfolio Investments;

(c) third, 100% of the distributions shall be made to the Class A shareholders in the relevant Compartment until the share capital and share premium paid in into the relevant Compartment of the Company upon and since the issue of such Class A shares issued to acquire the Indirect Portfolio Investments has produced a return of 6%, cumulative and compounded annually from the date of the subscription payment for the relevant shares;

(d) fourth, 100% of the distributions shall be made to the Class B and C shareholders in the relevant Compartment until, not taking into consideration any distributions made on the Class C Shares pursuant to (i) hereabove, the Class B and C Shares have received in aggregate and taken together 12.5% of the total amounts distributed pursuant to (c) and (d) hereof (the "Indirect V Amount"), such Indirect V Amount to be distributed in turn as to 92.2% as regards Compartment 1, 66.67% as regards Compartment 2 and 66.67% as regards Compartment 3, as from the Active Date, on the Class B Shares (each Class B Share participating pro rata) and 7.8% as regards Compartment 1, 33.33% as regards Compartment 2 and 33.33% as regards Compartment 3, as from the Active Date, on the Class C Shares (each Class C Share participating pro rata) of the relevant Compartment; and

(e) fifth, with respect to the remaining amounts, 87.5% to the Class A shareholders in the relevant Compartment and 12.5% to the Class B and C shareholders in the relevant Compartment, in aggregate and taken together (the "Indirect VI Amount"), such Indirect VI Amount to be distributed in turn as to 92.2% as regards Compartment 1, 66.67% as regards Compartment 2 and 66.67% as regards Compartment 3, as from the Active Date, on the Class B Shares (each Class B Share participating pro rata) and 7.8% as regards Compartment 1, 33.33% as regards Compartment 2 and 33.33% as regards Compartment 3, as from the Active Date, on the Class C Shares (each Class C Share participating pro rata) of the relevant Compartment,

provided that save if otherwise provided, each share of a given class in a given Compartment shall participate pro rata in the distributions allocated to such class of shares of the relevant Compartment as a whole.

"Total Commitments" means the sum of all commitments of shareholders in the Company to subscribe to further shares of whatever class in the Company. "Investment Period" means the period from 30 December 2005 to the tenth anniversary of such date.

"Active Date" means the earlier of (i) 31 December 2015 or (ii) the date determined by the Board of Directors once at least nine hundred fifty million euro (EUR 950,000,000.-) will have been invested or committed for investment by Compartment 2. However, if on 31 December 2015, Compartment 2 has invested or committed for investment an amount below nine hundred fifty million euro (EUR 950,000,000.-), the Board of Directors may decide to postpone the Active Date until a later date, in which case "Active Date" shall refer to the date so decided by the Board of Directors.

All distributions pursuant to this article shall be distributions in cash only.

Subject only to the conditions fixed by the SICAR Law and in compliance with the foregoing provisions, the Board of Directors may pay out an advance on distributions to the shareholders of whatever class. The Board of Directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

No distribution shall result in the issued capital of the Company, increased by any share premium, falling below one million euro (EUR 1,000,000.-).

## Chapter VI. Dissolution, Mergers, Liquidation

**Art. 30. Merger and liquidation of a Compartment.** The Board of Directors is authorised to propose to the shareholders of the Company the absorption of one or more Compartments (the "Absorbed Compartment(s)") into another Compartment (the "Absorbing Compartment") (a merger of Compartments) or the split of one Compartment (the "Splitting Compartment") into two or more new Compartments (a demerger of Compartments). A decision of the Board of Directors to proceed with the merger, demerger or liquidation of a Compartment shall be subject to approval by the shareholders of the Company. Such approval has to be given by the shareholders in a general meeting of shareholders at which the quorum and majority requirement for an amendment of the Articles of Association will be applicable. Furthermore, the applicable quorum and majority requirements will have to be met both at the level of the Company and at the level of each relevant Compartment.

The shareholders of the Absorbed Compartment(s) or the Splitting Compartment shall not be offered the opportunity to have their shares redeemed upon such merger or demerger of one or more Compartments.

The independent auditor will at the latest report in the Company's annual report upon the way the entire procedure has been conducted and shall certify the exchange parity of the shares.

The Company may not merge one of its Compartments with a third party.

Each Compartment may be liquidated separately, without such liquidation causing the liquidation of another Compartment or of the Company. Only the liquidation of the last Compartment will cause the liquidation of the Company.

The Board of Directors is authorised, in its sole discretion, upon fifteen days prior notice to the shareholders, to proceed to the liquidation of a Compartment of the Company, provided that the Company comprises more than one Compartment at the relevant time.

Any resolution of the Board of Directors to liquidate a Compartment will entail the automatic suspension of the Net Asset Value computation of the shares of the relevant Compartment, as well as suspension of all redemption, subscription or conversion orders, whether pending or not.

After payment of all debts of and any charges against the relevant Compartment of the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders of the relevant Compartment in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for distributions in article 29.

**Art. 31. Dissolution, Liquidation of the Company.** The Company may be dissolved prior to the term provided in article 4 of the present Articles of Association, by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Board of Directors or such other person (who may be physical persons or legal entities) appointed by a general meeting of shareholders, who will determine their powers and their compensation.

After payment of all debts of and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for distributions in article 29.

Distributions in kind of assets may be made by the liquidator subject to the consent of all shareholders. It will however use its reasonable efforts to dispose of all of the Company's remaining assets.

Whether during the liquidation of (i) the Company or (ii) a Compartment of the Company, as the case may be, or thereafter, the Company may, for each Compartment, from time to time be called upon to (i) satisfy the Company's obligation to return distributions the Company has received from a Portfolio Investment back to such Portfolio Investment

or (ii) satisfy any obligation of the Company to make payments in respect of the Company indemnity (the "Giveback Amount 1"). If the Company is unable to fund all or part of the Giveback Amount 1 from unfunded Commitments or from other liquid assets held by the Company under the relevant Compartment, subject to certain conditions being satisfied, each shareholder of the relevant Compartment may, for a maximum period of 3 years from the end of the life of the Company, be required on a pro rata basis to return distributions of Net Proceeds distributed to such persons during the life of the Company ("Giveback Contribution 1").

Subject to applicable law, the aggregate amount of all Giveback Contributions 1 contributed by each shareholder is to be capped at any time to 15% of the Commitments of such shareholder to the relevant Compartment.

The Company may further for each Compartment from time to time be called upon to compensate any losses made under hedging contracts entered into by the Company (the "Giveback Amount 2"). If the Company is unable to fund all or part of the Giveback Amount 2 from unfunded Commitments under the relevant Compartment, each Class A shareholder of the relevant Compartment may, at any time for a period ending at the end of the life of the Company, be required on a pro rata basis to return distributions of Net Proceeds distributed to such persons during the life of the Company (the "Giveback Contribution 2") provided that the distributions to be returned will only be used to compensate losses on hedging contracts and may not exceed the amount of gains realised on similar contracts and previously distributed to the Class A shareholders of the relevant Compartments (the Giveback Amount 1 and the Giveback Amount 2 being hereafter referred to as the "Giveback Amount", the Giveback Contribution 1 and the Giveback Contribution 2 being collectively hereafter referred to as the "Giveback Contributions"). Except in case of Giveback Contributions, under no circumstances will a shareholder be required to make contributions to the Company at any time in any amount in excess of its unfunded Commitment at such time.

## Chapter VII. Applicable Law

**Art. 32. Applicable Law.** All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended and the SICAR Law.

### *Fourth resolution*

The general meeting RESOLVED to grant full powers to the directors of the Company, acting individually, with power of substitution, to take all required actions to implement the foregoing resolutions.

No further item being on the agenda of the meeting, the chairman then closed the meeting at 5.20 p.m.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le dix novembre.

Par-devant nous Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie:

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "MD Mezzanine S.A., SICAR", une société d'investissement en capital à risque sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph Wagner, précité, en date du 7 juillet 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1198 du 12 novembre 2005, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 109.277 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 9 novembre 2010 par un acte du notaire soussignée, non encore publié (la "Société").

L'assemblée a été déclarée ouverte à 17.00 heures sous la présidence de Mademoiselle Jennifer FERRAND, employée, demeurant à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Maître Charles MONNIER, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Maître Pierre-Alexandre LECHANTRE, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter:

(i) Que l'assemblée a été convoquée à cette date et heure par convocation envoyée à chaque actionnaire par lettre recommandée le 27 octobre 2010. Copie desdites convocations a été donnée au bureau de l'assemblée.

(ii) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

### *Ordre du jour:*

1 Prise de connaissance du rapport du conseil d'administration de la Société sur le renouvellement de l'autorisation accordée au conseil d'administration d'augmenter le capital social de la Société.

2 Renouvellement de l'autorisation accordée au conseil d'administration de la Société, durant une période prenant fin cinq (5) ans après la date de publication du présent procès-verbal dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, de (i) réaliser toute augmentation du capital social en une ou plusieurs fois, le cas échéant, à la suite de l'exercice de droits de souscription et/ou aux droits de conversion accordés par le Conseil d'Administration à concurrence du capital autorisé conformément aux conditions de bons de souscription (qui peuvent être séparés ou attachés aux actions, obligations, billets ou instruments similaires), d'obligations convertibles ou instruments similaires émis de temps à autre par la Société, en émettant de nouvelles actions, avec ou sans prime d'émission, contre des apports en numéraire ou en nature, par conversion de créances de la Société, ou de toute autre manière; (ii) fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, les conditions de la souscription et de la libération des actions nouvelles; et (iii) supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cas d'une émission d'actions contre apport en numéraire.

3 Refonte complète des statuts de la Société afin de refléter le point 2 ci-dessus ainsi que les modifications proposées au prospectus, y compris la clause d'objet social, qui sera modifié comme suit:

La Société a pour objet la réalisation d'investissements mezzanine en capital à risque ou liés au capital à risque afin de faire bénéficier les actionnaires de la gestion de ces investissements mezzanine en capital à risque ou liés au capital à risque en contrepartie du risque que ces actionnaires supportent.

Les investissements de la Société consisteront en des investissements en capital à risque ou liés au capital à risque conformément à l'article 1 de la Loi SICAR et de la circulaire 06/241 de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

Un investissement en capital à risque ou tout investissement lié au capital à risque consiste en une prise de participation directe ou indirecte dans des entités en vue de leur lancement, de leur développement ou de leur introduction en bourse. La Société est soumise aux dispositions de la Loi SICAR.

L'objet de la Société inclut en conséquence l'acquisition, la détention, la gestion et la cession de ces investissements en capital à risque ou des investissements liés au capital à risque en application de sa politique d'investissement.

La politique d'investissement de la Société (la "Politique d'Investissement") consiste à investir, au niveau mondial, dans des Instruments Mezzanine, des Autres Instruments ainsi que des Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine principalement en Europe, en Amérique du Nord, et, de manière opportuniste, en Asie (l'(es) "Investissement(s)").

Sans préjudice de la possibilité pour le Conseil d'Administration de créer des compartiments supplémentaires, la Société comprends trois (3) compartiments (les "Compartiments" et individuellement un "Compartiment"), le Compartiment 1, le Compartiment 2 et le Compartiment 3, chacun de ces Compartiments formant une partie distincte de l'actif et du passif de la Société. L'actif de chaque Compartiment est investi conformément aux modalités d'investissement particulier applicable à tel Compartiment.

La politique d'investissement du Compartiment 1, Compartiment 2 et, à partir de la Date d'Effet (telle que définie à l'Article 29), du Compartiment 3 ne différera pas, sauf dispositions contraires, de la Politique d'Investissement de la Société.

La Société, ou tout Compartiment de celle-ci, n'investira pas, directement, plus de 85% des engagements pris envers elle dans des Instruments Mezzanine et Autres Instruments (l'(es) "Investissement(s) Direct(s)"), sous réserve cependant que par exception le Compartiment 2 et le Compartiment 3 pourront investir jusqu'à 95% des engagements pris envers ceux-ci dans des Investissement(s) Direct(s).

Les Instruments Mezzanine, dans le contexte d'investissements par la Société, peuvent consister, entre autres, en des émissions de prêts et d'obligations non cotées assorties ou non de bons de souscriptions, des actions préférentielles, des obligations convertibles, de prêts participatifs et tous autres instruments financiers subordonnés à de la dette bancaire, commerciale ou autre que des avances d'actionnaires, mais privilégiés aux actions ordinaires et aux prêts d'actionnaires; ceux-ci comprennent dès lors toute dette mezzanine ou dette "PIK" (les "Instruments Mezzanine").

Les Autres Instruments, dans le contexte d'un investissement par la Société, peuvent consister en des instruments de capital ou donnant accès au capital ainsi que toute dette senior par l'intermédiaire d'opportunités secondaires ou dette "second lien" et inclura généralement toute dette similaire existante dans le contexte d'un investissement en capital à risque (les "Autres Instruments").

La Société, ou tout Compartiment de celle-ci, n'investira pas plus de 15% des engagements pris envers elle dans d'Autres Instruments.

La Société, ou tout Compartiment de celle-ci, n'investira pas plus de 20% des engagements pris envers elle dans des Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine, sous réserve cependant que par exception le Compartiment 1 peut investir jusqu'à 45% des engagements pris envers celui-ci dans des Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine.

Les Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine sont des fonds dont l'objet principal consiste à investir dans des Instruments Mezzanine et dans d'Autres Instruments (tels que définis ci-avant) (les "Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine").

La Société, ou tout Compartiment de celle-ci, n'investira pas plus de (i) 15% des engagements pris envers elle dans un seul Investissement lorsque cet Investissement est un Investissement Direct ou un co-investissement dans des Instruments Mezzanine ou (ii) 10% des engagements pris envers elle dans un seul Investissement lorsque cet Investissement est un Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine.

La Société peut également, sur le court terme, investir le surplus d'espèces sur des comptes de dépôt préalablement à un investissement en capital à risque ou une distribution aux actionnaires. La Société n'utilisera pas d'instruments dérivés, si ce n'est afin de mitiger son exposition aux variations de taux d'intérêts et de taux de change.

La Société peut notamment (i) acquérir par voie de souscription, d'achat, d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse et autres titres de créances et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, (ii) exercer tous droits, de quelque nature qu'ils soient, attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et indirecte, quelle qu'elle soit, aux entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie de leur groupe de sociétés, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelle forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseil et assistance sous quelque forme que ce soit, et (iv) contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit.

Afin de lever les fonds nécessaires à la poursuite de sa Politique d'Investissement, la Société émettra des actions ou des droits de souscription d'actions et des instruments de dette de toute sorte à des investisseurs avertis au sens de l'article 2 de la Loi SICAR (les "Investisseurs Avertis").

La Société peut également établir, acquérir, céder ou agir au nom et pour le compte d'entités de nature similaire ou comparable ou qui contribuent directement ou indirectement à réaliser l'objet de la Société. L'objet de la Société inclut: (i) l'acquisition et la détention de participations de toute sorte ou sous toute forme dans des entités au Luxembourg ou à l'étranger; (ii) l'administration, la mise en valeur et/ou la gestion, actives ou passives, de ces entités, ainsi que; (iii) le financement direct ou indirect de ces entités dans lesquelles la Société détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés de cette société.

Dans la pleine mesure autorisée par la Loi SICAR, la Société peut s'engager dans des transactions de toute sorte qu'elles soient commerciales ou financières, en rapport direct ou indirect avec l'objet de la Société ou qui poursuive l'objet de la Société directement ou indirectement. La Société peut établir des succursales ou des filiales ou céder tout ou partie de son actif à ses filiales.

La Société désinvestira de tout Investissement qui ne serait plus permissible sous la Loi SICAR.

4 Délégation de pouvoirs aux administrateurs de la Société, agissant individuellement, pour mettre en oeuvre les résolutions à adopter sous les points précédents de l'ordre du jour.

5 Divers.

(iii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés et les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les comparants resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Qu'il résulte de ladite liste de présence que sur le total de quatre cent vingt-six mille cinq cents cinquante-cinq (426.555) actions de Catégorie A1, cinq cent quarante sept mille trois cent quarante-cinq (547,345) actions de Catégorie A2, trois mille six cent quatre-vingt-onze (3.691) actions de Catégorie B1, deux mille six cent quatre-vingt-deux (2.682) actions de Catégorie B2, trois cent douze (312) actions de Catégorie C1 et mille trois cent vingt et une (1,321) actions de Catégorie C2, toutes les actions de Catégorie A1, toutes les actions de Catégorie A2, trois mille six cinquante-huit (3.658) actions de Catégorie B1, deux mille cinq cent six (2.506) actions de Catégorie B2, toutes les actions de Catégorie C1 et toutes les actions de Catégorie C2 sont dûment représentées à la présente assemblée et que vu l'ordre du jour et les prescriptions des articles 67, 67-1 et 68 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour dont les actionnaires ont été dûment informés préalablement à l'assemblée.

L'assemblée a alors pris, après délibération, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale a DÉCIDÉE de prendre acte du rapport du conseil d'administration de la Société sur le renouvellement de l'autorisation accordée au conseil d'administration d'augmenter le capital social de la Société (le "Rapport").

Le Rapport restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui à la formalité de l'enregistrement.

#### *Seconde résolution*

L'assemblée générale a DÉCIDÉE de renouveler l'autorisation accordée au conseil d'administration de la Société, durant une période prenant fin cinq (5) ans après la date de publication du présent procès-verbal dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, de (i) réaliser toute augmentation du capital social en une ou plusieurs fois, le cas échéant, à la suite de l'exercice de droits de souscription et/ou aux droits de conversion accordés par le Conseil d'Administration à concurrence du capital autorisé conformément aux conditions de bons de souscription (qui peuvent être séparés ou attachés aux actions, obligations, billets ou instruments similaires), d'obligations convertibles ou instruments similaires émis de temps à autre par la Société, en émettant de nouvelles actions, avec ou sans prime d'émission, contre des apports en numéraire ou en nature, par conversion de créances de la Société, ou de toute autre manière; (ii) fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, les conditions de la souscription et de la libération des actions

nouvelles; et (iii) supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cas d'une émission d'actions contre apport en numéraire.

### *Troisième résolution*

L'assemblée générale a DÉCIDÉE de refondre les statuts de la Société, y compris la clause d'objet social, afin de refléter le renouvellement de l'autorisation accordée au conseil d'administration de la Société ainsi que les modifications proposées au prospectus, qui auront dorénavant la teneur suivante:

#### **Chapitre I<sup>er</sup> . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> . Forme, Dénomination.** Il est formé par les présentes entre les actionnaires fondateurs et tous ceux qui deviendront propriétaires d'actions à la suite de sa constitution, une société (la "Société") sous la forme d'une société anonyme qui sera régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg (la "Loi") et par les présents statuts (les "Statuts"). La Société est également soumise aux dispositions de la Loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque ("SICAR"), telle que modifiée de temps à autres (la "Loi SICAR") ainsi que le memorandum de placement privé (le "PPM") des actions de la Société. La Société adopte la dénomination "MD Mezzanine S.A., SICAR".

**Art. 2. Siège social.** Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil d'Administration. Si le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la Loi. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le Conseil d'Administration.

**Art. 3. Objet.** La Société a pour objet la réalisation d'investissements mezzanine en capital à risque ou liés au capital à risque afin de faire bénéficier les actionnaires de la gestion de ces investissements mezzanine en capital à risque ou liés au capital à risque en contrepartie du risque que ces actionnaires supportent.

Les investissements de la Société consisteront en des investissements en capital à risque ou liés au capital à risque conformément à l'article 1 de la Loi SICAR et de la circulaire 06/241 de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

Un investissement en capital à risque ou tout investissement lié au capital à risque consiste en une prise de participation directe ou indirecte dans des entités en vue de leur lancement, de leur développement ou de leur introduction en bourse. La Société est soumise aux dispositions de la Loi SICAR.

L'objet de la Société inclut en conséquence l'acquisition, la détention, la gestion et la cession de ces investissements en capital à risque ou des investissements liés au capital à risque en application de sa politique d'investissement.

La politique d'investissement de la Société (la "Politique d'Investissement") consiste à investir, au niveau mondial, dans des Instruments Mezzanine, des Autres Instruments ainsi que des Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine principalement en Europe, en Amérique du Nord, et, de manière opportuniste, en Asie (l'(es) "Investissement(s)").

Sans préjudice de la possibilité pour le Conseil d'Administration de créer des compartiments supplémentaires, la Société comprends trois (3) compartiments (les "Compartiments" et individuellement un "Compartiment"), le Compartiment 1, le Compartiment 2 et le Compartiment 3, chacun de ces Compartiments formant une partie distincte de l'actif et du passif de la Société. L'actif de chaque Compartiment est investi conformément aux modalités d'investissement particulier applicable à tel Compartiment.

La politique d'investissement du Compartiment 1, Compartiment 2 et, à partir de la Date d'Effet (telle que définie à l'Article 29), du Compartiment 3 ne différera pas, sauf dispositions contraires, de la Politique d'Investissement de la Société.

La Société, ou tout Compartiment de celle-ci, n'investira pas, directement, plus de 85% des engagements pris envers elle dans des Instruments Mezzanine et Autres Instruments (l'(es) "Investissement(s) Direct(s)"), sous réserve cependant que par exception le Compartiment 2 et le Compartiment 3 pourront investir jusqu'à 95% des engagements pris envers ceux-ci dans des Investissement(s) Direct(s).

Les Instruments Mezzanine, dans le contexte d'investissements par la Société, peuvent consister, entre autres, en des émissions de prêts et d'obligations non cotées assorties ou non de bons de souscriptions, des actions préférentielles, des obligations convertibles, de prêts participatifs et tous autres instruments financiers subordonnés à de la dette bancaire, commerciale ou autre que des avances d'actionnaires, mais privilégiés aux actions ordinaires et aux prêts d'actionnaires; ceux-ci comprennent dès lors toute dette mezzanine ou dette "PIK" (les "Instruments Mezzanine").

Les Autres Instruments, dans le contexte d'un investissement par la Société, peuvent consister en des instruments de capital ou donnant accès au capital ainsi que toute dette senior par l'intermédiaire d'opportunités secondaires ou dette

"second lien" et inclura généralement toute dette similaire existante dans le contexte d'un investissement en capital à risque (les "Autres Instruments").

La Société, ou tout Compartiment de celle-ci, n'investira pas plus de 15% des engagements pris envers elle dans d'Autres Instruments.

La Société, ou tout Compartiment de celle-ci, n'investira pas plus de 20% des engagements pris envers elle dans des Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine, sous réserve cependant que par exception le Compartiment 1 peut investir jusqu'à 45% des engagements pris envers celui-ci dans des Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine.

Les Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine sont des fonds dont l'objet principal consiste à investir dans des Instruments Mezzanine et dans d'Autres Instruments (tels que définis ci-avant) (les "Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine").

La Société, ou tout Compartiment de celle-ci, n'investira pas plus de (i) 15% des engagements pris envers elle dans un seul Investissement lorsque cet Investissement est un Investissement Direct ou un co-investissement dans des Instruments Mezzanine ou (ii) 10% des engagements pris envers elle dans un seul Investissement lorsque cet Investissement est un Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine.

La Société peut également, sur le court terme, investir le surplus d'espèces sur des comptes de dépôt préalablement à un investissement en capital à risque ou une distribution aux actionnaires. La Société n'utilisera pas d'instruments dérivés, si ce n'est afin de mitiger son exposition aux variations de taux d'intérêts et de taux de change.

La Société peut notamment (i) acquérir par voie de souscription, d'achat, d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse et autres titres de créances et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, (ii) exercer tous droits, de quelque nature qu'ils soient, attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et indirecte, quelle qu'elle soit, aux entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie de leur groupe de sociétés, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelle forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseil et assistance sous quelque forme que ce soit, et (iv) contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit.

Afin de lever les fonds nécessaires à la poursuite de sa Politique d'Investissement, la Société émettra des actions ou des droits de souscription d'actions et des instruments de dette de toute sorte à des investisseurs avertis au sens de l'article 2 de la Loi SICAR (les "Investisseurs Avertis").

La Société peut également établir, acquérir, céder ou agir au nom et pour le compte d'entités de nature similaire ou comparable ou qui contribuent directement ou indirectement à réaliser l'objet de la Société. L'objet de la Société inclut: (i) l'acquisition et la détention de participations de toute sorte ou sous toute forme dans des entités au Luxembourg ou à l'étranger; (ii) l'administration, la mise en valeur et/ou la gestion, actives ou passives, de ces entités, ainsi que; (iii) le financement direct ou indirect de ces entités dans lesquelles la Société détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés de cette société.

Dans la pleine mesure autorisée par la Loi SICAR, la Société peut s'engager dans des transactions de toute sorte qu'elles soient commerciales ou financières, en rapport direct ou indirect avec l'objet de la Société ou qui poursuive l'objet de la Société directement ou indirectement. La Société peut établir des succursales ou des filiales ou céder tout ou partie de son actif à ses filiales.

La Société désinvestira de tout Investissement qui ne serait plus permissible sous la Loi SICAR.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## Chapitre II. Compartiments, Capital, Actions

**Art. 5. Compartiments.** Le produit provenant de l'émission d'actions dans un Compartiment sera investi dans les actifs et les instruments tels que déterminés de temps à autres par le Conseil d'Administration conformément à la politique d'investissement du Compartiment visé. Chacun de ces Compartiments est désigné par une dénomination générique.

La Société est composée de trois (3) Compartiments, le Compartiment 1, le Compartiment 2 et le Compartiment 3:

Le Compartiment 1 est constitué de tous les actifs et passifs liés aux Investissements approuvés par le Conseil d'Administration de la Société jusque et y compris le 13 septembre 2007. Le Compartiment 1 est divisé en actions de catégorie A1, actions de catégorie B1 et actions de catégorie C1.

Le Compartiment 2 est constitué de tous les actifs et passifs liés aux Investissements approuvés par le Conseil d'Administration de la Société à partir du 14 septembre 2007 et préalablement à la Date d'Effet. Le Compartiment 2 est divisé en actions de catégorie A2, actions de catégorie B2 et actions de catégorie C2.

Le Compartiment 3 sera constitué de tous les actifs et passifs liés aux Investissements approuvés par le Conseil d'Administration de la Société à partir de et postérieurement à la Date d'Effet. Le Compartiment 3 sera divisé en actions de catégorie A3, actions de catégorie B3 et actions de catégorie C3.

Les obligations de la Société vis-à-vis des actionnaires par la suite de leur investissement dans un Compartiment particulier sont limités aux actifs de ce Compartiment.

Les obligations de la Société vis-à-vis des tiers est limité à:

(i) tous les actifs du Compartiment 1, Compartiment 2 et Compartiment 3, si cette obligation a été encourue antérieurement à la création de ces trois (3) Compartiments (y compris); ou

(ii) les actifs d'un Compartiment particulier, si celle-ci a été encourue en relation avec ce Compartiment, sous réserve cependant que les obligations incombant à tous les Compartiments seront allouées sur une base pro rata à la dernière VAN annuelle disponible entre les Compartiments au jour où cette obligation a été encourue.

Les actions de toute catégorie d'actions endéans un Compartiment peuvent être converties en actions d'une autre catégorie d'actions du même ou d'un autre Compartiment (sous réserve cependant que la conversion d'actions d'un Compartiment en actions du Compartiment 1 n'est pas permise) sur proposition du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration a le droit de déterminer un seuil de conversion minimal pour chaque Compartiment et catégorie d'actions, ainsi que de déterminer le nombre minimal d'actions qui doivent rester dans chaque Compartiment ou dans chaque catégorie d'actions si la conversion est exercée et approuvée.

La conversion d'actions en actions d'une autre catégorie d'actions du même ou d'un autre Compartiment sera approuvée par les actionnaires lors d'une assemblée générale des actionnaires lors de laquelle les conditions de quorum et de majorité exigées pour la modification des Statuts est exigée. De plus, les conditions de quorum et de majorité exigées devront être satisfaites cumulativement au niveau de la Société et au niveau du Compartiment concerné.

La conversion est réalisée sur base de la Valeur d'Actif Net par action déterminée au jour d'évaluation applicable conformément aux Statuts. Le réviseur indépendant de la Société rapportera au plus tard lors du rapport annuel de la Société sur les modalités selon lesquelles cette procédure a été conduite et certifiera le ratio de conversion. Le(s) Compartiment(s) concernés de la Société supporteront tous les frais liés à une conversion d'actions.

**Art. 6. Capital social.** Le capital émis de la Société est fixé à neuf millions huit cent dix-neuf mille soixante euros (EUR 9,819,060.-) représenté par quatre cent vingt-six mille cinq cents cinquante-cinq (426,555) actions de catégorie A1, cinq cent quarante sept mille trois cent quarante-cinq (547,345) actions de catégorie A2 (les "Actions de Catégorie A"), trois mille six cent quatre-vingt-onze (3.691) actions de catégorie B1, deux mille six cent quatre-vingt-deux (2.682) actions de catégorie B2 (les "Actions de Catégorie B") trois cent douze (312) actions de catégorie C1 et mille trois cent vingt et un (1.321) actions de catégorie C2 (les "Actions de Catégorie C"). Chaque action émise a une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) et peut, à l'émission, n'être que partiellement libérée. Les droits et obligations inhérents aux actions sont identiques sauf stipulation contraire dans les Statuts ou la Loi. Les actions de toute catégorie de tout Compartiment pourront être détenues ou acquises par tous moyens exclusivement par des Investisseurs Avertis.

Le capital autorisé de la Société est fixé à cinq cents millions d'euros (EUR 500.000.000,-) représenté par des actions de tout Compartiment dans les proportions suivantes: quarante-neuf millions neuf cent soixante-quinze mille (49.975.000) Actions de Catégorie A, seize mille cinq cent (16.500) Actions de Catégorie B et huit mille cinq cent (8.500) Actions de Catégorie C. Chaque action autorisée a une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-).

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté, jusqu'à concurrence du montant du capital autorisé, à (i) réaliser toute augmentation de capital social en une ou plusieurs fois, le cas échéant, à la suite de l'exercice de droits de souscription et/ou aux droits de conversion accordés par le Conseil d'Administration à concurrence du capital autorisé conformément aux conditions de bons de souscription (qui peuvent être séparés ou attachés aux actions, obligations, billets ou instruments similaires), d'obligations convertibles ou instruments similaires émis de temps à autre par la Société, en émettant de nouvelles actions, avec ou sans prime d'émission, contre des apports en numéraire ou en nature, par conversion de créances de la Société, ou de toute autre manière; (ii) fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, les conditions de la souscription et de la libération des actions nouvelles; et (iii) supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cas d'une émission d'actions contre apport en numéraire. Cette autorisation est valable pendant une période se terminant cinq (5) ans après la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 10 novembre 2010 au Mémorial et peut être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à toute personne dûment autorisée, la fonction d'accepter des souscriptions et de recevoir paiement pour des actions représentant tout ou partie de l'émission d'actions nouvelles dans le cadre du capital autorisé.

A la suite de chaque augmentation du capital social dans le cadre du capital autorisé, qui a été réalisée et constatée dans les formes prévues par la Loi, le présent Article sera modifié afin de refléter l'augmentation du capital. Une telle modification sera constatée sous forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne dûment autorisée à cet effet par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne peut émettre des actions de quelque Catégorie que ce soit dans un quelconque Compartiment lorsqu'il apparaît qu'une telle émission résulterait ou pourrait résulter en ce qu'une personne qui n'est pas en droit de détenir des actions de la Société ait la propriété ou la jouissance des actions de la Société.

Le capital émis et/ou autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée selon les règles de quorum et de majorité prévues par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Les nouvelles actions à souscrire par un apport en espèces seront offertes par préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital que ces actionnaires détiennent, à moins que ce droit de souscription préférentiel ne soit annulé ou limité par le Conseil d'Administration ou par l'assemblée des actionnaires. Le Conseil d'Administration déterminera la période au cours de laquelle le droit de souscription préférentiel pourra être exercé. Cette période ne peut être inférieure à trente (30) jours.

Toute nouvelle Action de Catégorie A d'un Compartiment quelconque sera émise à un prix d'émission d'au moins dix euros (EUR 10,-) par Action de Catégorie A, toute nouvelle Action de Catégorie B d'un Compartiment quelconque sera émise à un prix d'émission d'au moins dix euros (EUR 10,-) par Action de Catégorie B et toute nouvelle Action de Catégorie C d'un Compartiment quelconque sera émise à un prix d'émission d'au moins dix euros (EUR 10,-) par Action de Catégorie C.

Nonobstant ce qui précède, l'assemblée générale, votant conformément au quorum et aux règles de majorité prévues par les présents Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts, peut limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription ou autoriser le Conseil d'Administration à le faire.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les actions en plus de la valeur nominale. L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix de rachat d'actions de toute catégorie d'un Compartiment quelconque que la Société a racheté à ses actionnaires, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes aux actionnaires de toute catégorie ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

**Art. 7. Forme des Actions.** Les actions de toute catégorie d'un Compartiment quelconque de la Société seront nominatives.

Le consentement préalable du Conseil d'Administration est requis pour la vente, la cession, le transfert, l'échange, le gage ou toute autre sûreté sur les actions, toute mise en fiducie ou toute autre relation fiduciaire ou toute autre cession des actions de quelque catégorie que ce soit d'un Compartiment quelconque. Toute cession envisagée doit être préalablement notifiée par le cédant et le cessionnaire au Conseil d'Administration. La notification doit comporter le nom et les références de contact du cédant et du cessionnaire, le nombre ainsi que la catégorie d'actions (y compris le Compartiment auquel celles-ci sont rattachées) à transférer et le prix ainsi que toute autre contrepartie convenue entre les parties. Lorsque la contrepartie n'est pas d'ordre monétaire, la notification doit préciser la valeur estimée de la contrepartie. Le Conseil d'Administration décidera discrétionnairement (et ne sera pas tenu de divulguer ses raisons), excepté en cas de cession par un actionnaire à un Affilié de cet actionnaire ou par un actionnaire qui est le fiduciaire de l'actionnaire successeur. Dans ce cas, le Conseil d'Administration peut seulement refuser de consentir à la cession s'il en résultait des conséquences d'ordre juridique ou fiscal ou toute autre conséquence contraire aux intérêts de la Société. Le Conseil d'Administration peut requérir discrétionnairement toute information supplémentaire afin de prendre sa décision.

Toute cession autorisée requiert que le cessionnaire (i) soit un Investisseur Averti et (ii) succède à toutes les obligations du cédant relatives à la cession des actions (y compris à cette fin tous engagements d'ultérieure souscription d'actions envers la Société). La Société ne peut inscrire aucune cession d'actions dans son registre des actionnaires à moins que le cessionnaire n'ait accepté par écrit les dispositions de tous les contrats entre le cédant et la Société relatifs aux actions cédées.

Une cession aux Affiliés du cédant est soumise à la condition suspensive que la cession devienne caduque lorsque le cessionnaire cesse d'être un Affilié du cédant à moins que le Conseil d'Administration n'en dispose autrement au préalable et après notification par le cessionnaire.

"Affilié" signifie par rapport à une entité, toute société holding Contrôlant, une filiale Contrôlée ou toute autre filiale de cette société holding. "Contrôle" signifie, par rapport à une entité, lorsque une personne (ou des personnes agissant de concert) acquiert le contrôle direct ou indirect (1) des activités de cette entité, ou (2) de plus de 50 pour cent du total des droits de vote conférés par toutes les actions émises dans le capital de cette entité et qui peuvent être exercés aux assemblées générales de cette entité ou (3) de la composition du principal conseil d'administration de cette entité. Dans cette optique, "les personnes agissant de concert" par rapport à une entité sont les personnes qui coopèrent en application d'un accord ou de ce qui a été communément admis (formellement ou non) en vue d'obtenir ou de consolider le Contrôle de cette entité.

Lorsque le Conseil d'Administration refuse de consentir à une cession proposée, il proposera les actions dont la cession est visée à toute autre personne qu'il estime appropriée. Cette personne, seule ou avec toute autre personne approuvée par le Conseil d'Administration peut acheter les actions au prix ou à la valeur indiquée dans la notification au Conseil d'Administration. Cependant, si ce prix ou cette valeur est considérée comme étant de façon significative plus élevée que la juste valeur du marché des actions à vendre, le Conseil d'Administration peut nommer, de sa propre initiative ou à la demande d'un cessionnaire désigné, un expert indépendant, qui déterminera le prix auquel la vente aura lieu. Si la vente au cessionnaire désigné n'a pas eu lieu au cours de la période de trois mois suivant la réception de la notification par le Conseil d'Administration, la vente initialement visée pourra se dérouler aux mêmes conditions que celles notifiées au Conseil d'Administration mais pas plus tard qu'un mois à compter de l'expiration de la période de trois mois.

Nonobstant ce qui précède, le Conseil d'Administration peut restreindre ou empêcher la propriété d'actions de toute catégorie de la Société que le Conseil d'Administration peut estimer nécessaire afin d'assurer qu'aucune action de la Société ne soit acquise ou détenue par ou au nom d'une personne en violation d'une loi ou des exigences d'un pays, d'un

gouvernement ou d'une autorité de régulation et, en particulier, de la Loi SICAR. Le Conseil d'Administration sera autorisé, afin d'assurer qu'aucune action de la Société n'est détenue par ou au nom d'une personne en violation d'une loi ou des exigences d'un pays, d'un gouvernement ou d'une autorité de régulation et, en particulier, de la Loi SICAR, d'exiger à tous moments d'une personne dont le nom figure sur le registre des actionnaires de lui fournir toute information, corroborée par une déclaration, que le Conseil d'Administration peut estimer nécessaire afin de déterminer si une personne qui n'est pas en droit de déterminer des actions de la Société en est le bénéficiaire économique ou juridique.

Le registre des actionnaires qui peut être consulté pour tout actionnaire sera disponible au siège social. Le registre des actionnaires contiendra la désignation précise de chaque actionnaire, le nombre et la catégorie d'actions détenues (y compris le Compartiment auquel celles-ci sont rattachées), l'indication des paiements relatifs aux parts sociales ainsi que les cessions d'actions et leurs dates respectives. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement d'adresse à la Société par lettre recommandée. La Société sera autorisée à utiliser à toutes fins utiles la dernière adresse ainsi communiquée. La propriété des actions résultera des inscriptions dans le registre des actionnaires. Les certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires.

Toute cession autorisée des actions nominatives sera inscrite au registre des actionnaires par une déclaration de cession annexée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) représentant (s) ainsi qu'en application des règles relatives au transfert de créances de l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. En outre, la Société peut accepter et inscrire au registre des actionnaires toute cession à laquelle il est fait référence dans la correspondance ou dans tout autre document reflétant le consentement du cédant et du cessionnaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 8. Évaluation des actions.** La valeur d'actif net des actions d'un Compartiment quelconque, basée sur la valeur d'actif net de ce Compartiment de la Société, sera déterminée sous la responsabilité du Conseil d'Administration sur la base de la juste valeur, en conformité avec les lignes directrices telles qu'é émises de temps à autres par l'Association Européenne de Capital Risque ("AECR") - the European Venture Capital Association, ou toute organisation venant à succéder à l'AECR. Elle sera exprimée en euro (EUR), en un chiffre par action. Cette évaluation sera basée sur les valeurs, si elles existent, rapportées par l'entité objet de l'Investissement. La valeur des actifs exprimée dans une monnaie autre que l'euro (EUR) sera déterminée en tenant compte du taux de change en vigueur au moment de la détermination de la valeur de l'actif net. Les rapports et/ou comptes établis au niveau de la Société pour tous les Compartiments en vue de la détermination de la valeur d'actif net seront exprimés en euros (EUR). La valeur de l'actif net par action d'une catégorie d'actions sera calculée sur la base de la portion de la valeur de l'actif net qui lui sera attribuée selon l'Article 29. Chaque action d'une même catégorie d'actions d'un Compartiment quelconque aura la même valeur d'actif net que les autres actions de la même catégorie.

La valeur d'actif net des actions dans chaque Compartiment sera déterminée par le Conseil d'Administration, de temps à autres, mais en aucun cas moins de deux fois par an au 30 juin et au 31 décembre ou, si ce jour n'est pas un jour ouvrable au Luxembourg, le jour ouvrable suivant, ou tout autre jour déterminé par la Société et notifié aux actionnaires.

Les Investissements vendus dans le cadre de transactions qui n'ont pas été finalisées, ne doivent pas être pris en considération pour le calcul de la valeur de l'actif net. Les actions pour lesquelles le Conseil d'Administration a émis une notification de rachat doivent être considérées comme existantes et doivent être prises en considération à la date de rachat concernée. A compter de cette date et ce jusqu'au paiement, le prix de rachat doit être considéré comme étant une dette de la Société.

La détermination de la valeur d'actif net d'un Compartiment de la Société peut être prorogée jusqu'à cinquante (50) jours ouvrables pendant:

(i) toute période, pendant laquelle le Conseil d'Administration estime raisonnablement qu'une évaluation juste des actifs du Compartiment visé de la Société ne serait pas possible pour des raisons qui ne sont pas du ressort du Conseil d'Administration;

(ii) la situation des affaires constitue une situation d'urgence telle que la cession ou l'évaluation des actifs du Compartiment visé de la Société serait impossible;

(iii) toute rupture des moyens de communication normalement employés pour la détermination du prix des actifs du Compartiment visé de la Société;

(iv) toute période au cours de laquelle la Société estime que la détermination de la valeur de l'actif net du Compartiment visé est impossible ou contraire aux intérêts des actionnaires;

(v) en cas de décision de liquider un Compartiment de la Société, au, ou après, le jour de la publication de la première notification à cet effet aux actionnaires;

(vi) en cas de décision de liquider la Société, au, ou après, le jour de la publication de la première notification à cet effet aux actionnaires; ou

(vii) en cas de suspension de la valeur d'actif net par les Fonds d'Investissement en Dette Mezzanine dans lesquels la Société investit.

Lorsque la méthode d'évaluation n'est pas autrement spécifiée en ce qui concerne un quelconque actif, cet actif sera déterminé sur base de la juste valeur conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi SICAR.

**Art. 9. Acquisition par la Société de ses propres actions - Rachat d'actions.** La Société peut acquérir ses propres actions. L'acquisition et la détention par la Société de ses propres actions de toute catégorie et d'un quelconque Compartiment s'effectuera conformément aux conditions et limites prévues par la Loi.

Les actions de la Société de toute catégorie et d'un quelconque Compartiment peuvent être rachetées selon les dispositions qui suivent et conformément aux conditions et limites prévues par la Loi.

La Société peut discrétionnairement racheter les actions de toute catégorie et d'un quelconque Compartiment au cours des trois (3) premières années de sa constitution à leur prix de souscription initial, augmenté d'un intérêt annuel de 6%, lorsque le capital (y compris la prime d'émission) souscrit et payé par les actionnaires existants sera restitué aux actionnaires existants à la suite de la souscription et du paiement de capital supplémentaire (y compris une prime d'émission) par les nouveaux actionnaires de la Société et/ou de tout véhicule d'investissement parallèle de la Société.

En cas de défaillance (c'est-à-dire en cas d'événement à la suite duquel un actionnaire manque à souscrire de nouvelles actions de la Société en violation de ses engagements contractuels pris à cet effet envers la Société), la Société peut appliquer à l'actionnaire défaillant des intérêts de retard à un taux de 10% par année. S'il n'est pas remédié à cette défaillance dans le mois, la Société peut racheter les actions des actionnaires défaillants à un prix de rachat reflétant 50% de la valeur d'actif net (telle que déterminée sur base de la valeur de l'actif net du Compartiment visé de la Société au moment du rachat et en application de l'Article 7) sur base de la valeur d'actif net des actions à racheter, moins les frais et les dépenses engagés du fait de cette défaillance, et le paiement du prix de rachat peut être différé jusqu'au moment où l'actionnaire défaillant aura reçu des distributions sur les actions rachetées s'il n'y a pas eu de défaillance résultant en le rachat de ces actions.

Lorsqu'il apparaît à la Société qu'une personne, qui ne peut détenir des actions dans la Société, notamment de par sa non éligibilité au statut d'Investisseur Averti, seule ou conjointement avec une autre personne, est le bénéficiaire ou le propriétaire nominatif des actions, ou si le Conseil d'Administration estime raisonnablement qu'il existe un risque matériel pour la Société que la participation continue d'un actionnaire dans la Société n'accroisse les charges fiscales, réglementaires ou autres pesant sur la Société, le Conseil d'Administration est alors autorisé à procéder au rachat forcé de toutes les actions détenues par un tel actionnaire. Le prix auquel les actions concernées seront rachetées correspondra à la valeur de l'actif net des actions (telle que déterminée sur la base de la valeur net de l'actif de la Société au moment de ce rachat et au terme de l'Article 8). L'exercice par la Société des pouvoirs qui lui sont conférés par ce paragraphe ne seront en aucun cas contestés ou invalidés au motif que les preuves de la propriété des actions des actions est insuffisante ou que la véritable propriété des actions est différente de la propriété apparente au moment du rachat à condition que dans ce cas lesdits pouvoirs aient été exercés de bonne foi par la Société.

Lorsqu'elle y est autorisée, la Société peut appeler au rachat de tout ou partie des actions concernées par notification par lettre recommandée à l'adresse figurant sur le registre des actionnaires de la Société mentionnant (i) la date du rachat, (ii) le nombre et la catégorie d'actions visées par le rachat (y compris le Compartiment auquel celles-ci sont rattachées) (iii) le prix de rachat et (iv) la méthode de paiement du prix de rachat.

En aucune circonstance, un actionnaire ne peut demander le rachat de ses actions.

### Chapitre III. Conseil d'administration, Réviseur d'entreprises

**Art. 10. Gestion.** La Société est gérée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non (le "Conseil d'Administration").

Les membres du Conseil d'Administration seront nommés pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre et ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués avec ou sans motif par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Une résolution relative à la liquidation de la Société doit être soumise aux actionnaires si un Conseil d'Administration de remplacement n'est pas approuvé dans les six (6) mois à compter de la date de la résolution relative à la révocation de tous les membres du Conseil d'Administration. Si les actionnaires approuvent une telle résolution selon les règles de quorum et de majorité prévues par les présents Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts, la Société sera liquidée.

En cas de vacance d'un poste au Conseil d'Administration, les membres du conseil restants ont le droit d'élire par cooptation un autre membre jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui devra ratifier la cooptation ou élire un nouveau membre du Conseil d'Administration.

Les actionnaires ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

**Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par la Loi à l'assemblée générale ou au(x) commissaire(s) aux comptes indépendant relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

**Art. 12. Rémunération et dépenses.** Les membres du Conseil d'Administration seront remboursés de toutes leurs autres dépenses raisonnables engagées par eux en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

**Art. 13. Responsabilité du Conseil d'Administration.** Les membres du Conseil d'Administration n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leur fonction, ils prennent des engagements pour le compte de la Société. Chaque administrateur est uniquement responsable de l'accomplissement de ses devoirs.

**Art. 14. Délégation de pouvoirs - Représentation de la Société.** Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes ou comités de son choix. La délégation de la gestion journalière de la Société à un membre du Conseil d'Administration entraîne pour le Conseil d'Administration l'obligation de dresser un rapport chaque année à l'Assemblée Générale des actionnaires sur le salaire, les charges et les avantages accordés au délégué.

Le Conseil d'Administration peut également conférer des pouvoirs ou des mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son choix.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux (2) membres du Conseil d'Administration.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera également engagée par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 15. Conflit d'intérêts.** Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, fondés de pouvoirs ou employés de la Société ont un intérêt personnel dans telle autre société ou entreprise, ou en sont associés, membres du conseil d'administration, fondés de pouvoirs ou employés. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions au seul motif de ce lien avec cette autre société ou entreprise.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un membre du Conseil d'Administration aurait ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, il devra en aviser le Conseil d'Administration et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote au sujet de cette transaction. Cette transaction ainsi que l'intérêt personnel de l'administrateur devront être portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires, sachant que ces clauses ne sont pas applicables si les décisions du Conseil d'Administration concernent des opérations courantes de la Société prises dans des conditions normales.

La Société indemnifiera les membres du Conseil d'Administration, les fondés de pouvoirs ou employés de la Société et, le cas échéant, leurs héritiers et ayants-droits, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'il auront à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encouru par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentées de par leurs fonctions actuelles ou anciennes en tant que membre du Conseil d'Administration, fondé de pouvoirs ou employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancière et, en particulier toutes les entités objet d'Investissements, et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est retenue en dernière instance pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas seulement où la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou de mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des présents Statuts.

**Art. 16. Réunions du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également nommer un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être membre du Conseil d'Administration et qui sera responsable de la tenue des procès verbaux des réunions du Conseil d'Administration (le "Secrétaire").

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil d'Administration doit être convoquée si deux de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore à la majorité des membres présents.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord écrit préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite de toute réunion du Conseil d'Administration devra être transmise vingt-quatre (24) heures au moins avant la date prévue pour la réunion, par tout moyen permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque membre du Conseil d'Administration, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Toute assemblée du Conseil d'Administration se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil d'Administration choisira de temps à autres. Tout membre du Conseil d'Administration pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit comme son mandataire un autre membre du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des membres du Conseil d'Administration est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres du Conseil d'Administration présents ou représentés lors de la réunion. Le Président ne dispose pas de voix prépondérante.

Un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre et de s'identifier réciproquement. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion. Toute réunion faisant appel à de tels moyens de communication à distance est censée avoir eu lieu au siège social de la Société.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par tous les membres du Conseil d'Administration est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signée par un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration.

Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le Président de la réunion. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, pouvant être produits à l'occasion de poursuites judiciaires ou autrement utilisés, seront signés par le Président et le Secrétaire (le cas échéant) ou par deux membres du Conseil d'Administration.

**Art. 17. Réviseur d'Entreprises.** Les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses livres comptables et comptes sociaux, devront être contrôlés par un réviseur d'entreprises, actionnaire ou non et qui exercera les fonctions prévues par la loi SICAR.

Le ou les réviseurs d'entreprises seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués, à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

#### Chapitre IV. Assemblée générale des Actionnaires

**Art. 18. Pouvoirs de l'Assemblée des Actionnaires.** Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires a tous les pouvoirs qui lui sont réservés par les présents Statuts et par la Loi.

**Art. 19. Assemblée générale annuelle.** L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel qu'indiqué dans les convocations le vingt-quatrième jour du mois d'avril à 11 heures 30.

Si ce jour est un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable bancaire luxembourgeois suivant.

**Art. 20. Autres assemblées générales.** Le Conseil d'Administration ou le(s) réviseur d'entreprise(s) indépendant peuvent convoquer des assemblées générales (en plus de l'assemblée générale annuelle). De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième du capital social le demandent. Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que des circonstances de force majeure, telle que souverainement appréciées par le Conseil d'Administration, le requièrent.

**Art. 21. Convocation des assemblées générales.** Les actionnaires se réunissent après envoi (y compris, si nécessaire, publication) d'une notice de convocation de l'assemblée générale conformément aux conditions fixées par les présents Statuts ou par la Loi. La convocation envoyée aux actionnaires indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des actionnaires considérée. L'ordre du jour d'une assemblée générale extraordinaire doit également indiquer toutes les modifications des Statuts proposées et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

**Art. 22. Présence - Représentation.** Tous les actionnaires ont le droit de participer et de prendre la parole aux assemblées générales.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, pouvant être transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, une autre personne, actionnaire ou non, en qualité de mandataire, actionnaire ou non. Le Conseil d'Administration peut arrêter la forme des procurations et peut exiger que les procurations soient déposées au lieu par lui indiqué au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée. Tout actionnaire, personne morale, peut donner procuration par l'intermédiaire d'une personne dûment habilitée ou peut autoriser toute personne qu'elle estime apte à agir comme son représentant à une assemblée générale des actionnaires, à condition de fournir toute preuve de pouvoirs de représentation que le Conseil d'Administration pourrait exiger. Le Conseil d'Administration peut déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation aux assemblées générales des actionnaires.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société. Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-proprétaire d'actions, les créanciers gagistes et donneurs de gage sur actions doivent désigner une seule personne pour les représenter à toute assemblée générale des actionnaires.

**Art. 23. Procédure.** Chaque assemblée générale des actionnaires est présidée par le Président ou par une personne désignée par le Conseil d'Administration.

Le président de l'assemblée générale des actionnaires désigne un secrétaire. L'assemblée générale des actionnaires élit un scrutateur parmi les actionnaires présents ou représentés.

Le président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 24. Prorogation.** Le Conseil d'Administration peut proroger séance tenante toute assemblée générale à quatre (4) semaines. Il doit faire ainsi sur la demande d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital émis.

Cette prorogation annule de plein droit toute décision déjà prise.

L'assemblée générale prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

**Art. 25. Vote.** Une liste des présences indiquant le nom des actionnaires et le nombre des actions pour lequel ils votent est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Chaque action de toute catégorie et d'un quelconque Compartiment donne droit à une voix, dans les limites fixées par la Loi.

Le vote se fait à la main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'adopter une autre procédure de vote.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires autre qu'une assemblée générale extraordinaire convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux exigences de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité simple des votes émis, sans considération du nombre d'actions représentées.

Lors de toute assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée en conformité avec les Statuts ou la Loi en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié de toutes les actions émises et en circulation. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée pourra être convoquée à laquelle aucun quorum ne sera requis. Pour que les résolutions proposées soient adoptées et sauf disposition contraire de la Loi, une majorité des deux tiers des votes exprimés des actionnaires est requise à ces assemblées générales.

**Art. 26. Procès-verbaux.** Les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires sont signés par le président de l'assemblée, le secrétaire de l'assemblée et le scrutateur de l'assemblée et peuvent être signés par tout actionnaire ou mandataire d'actionnaire qui en fait la demande.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs doivent être signés par le Président.

## Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

**Art. 27. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

**Art. 28. Approbation des comptes annuels.** Le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels, pour approbation par les actionnaires, conformément aux dispositions de la Loi et de la pratique comptable luxembourgeoise. Les comptes annuels sont présentés à l'assemblée générale des actionnaires, qui délibère, et, le cas échéant, les approuve.

Le Conseil d'Administration prépare également le rapport annuel tel que prévu par la Loi SICAR.

**Art. 29. Répartition des bénéfices.** L'assemblée générale des actionnaires de la Société (lorsque la Société n'est pas divisée en Compartiments), ou une assemblée générale des actionnaires du Compartiment visé de la Société (lorsque la Société est composée de Compartiments), décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets de la Société, ou du Compartiment visé. Elle peut décider d'allouer la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer ensemble avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux actionnaires.

Les distributions réalisés par chaque Compartiment en relation avec des sorties d'investissements réalisés durant l'exercice social ayant débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et au cours des exercices sociaux subséquents sont soumises aux règles suivantes (toute référence aux Actions de Catégorie A, Actions de Catégorie B ou Actions de Catégorie C étant une référence à la même catégorie d'actions que actuellement émise dans le Compartiment visé:

(i) Premièrement, 100% des distributions s'effectueront au profit des actionnaires de catégorie C jusqu'à ce que le montant total des distributions par eux reçu sous ce point (i) soit égal, pour chaque année sociale commencée avant la

fin de la Période d'Investissement, à 1% de la valeur de l'actif net de chaque Compartiment de la Société au dernier jour de l'exercice social considéré, considérant qu'un tel montant ne pourra pas être inférieur à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000) par exercice social (et soixante-cinq mille euros (EUR 65.000,-) pour le Compartiment 1 et cent quatre-vingt-cinq mille euros (EUR 185.000,-) pour le Compartiment 2; à partir de la Date d'Effet, le split sera de quatre-vingt douze mille cinq cents euros (EUR 92.500,-) pour le Compartiment 2 et le Compartiment 3 respectivement) et 20% des commissions sur opérations perçues par la Société qui excèdent les frais pour transactions avortées supportées. Tout montant non distribué en vertu du présent point (i) pour un exercice social donné sera rajouté au montant des distributions de l'année ultérieure;

par la suite, pour chaque année sociale:

(ii) en ce qui concerne toutes les recettes des Portefeuilles d'Investissement constitués d'investissements directs dans des Instruments Mezzanine (les "Portefeuilles d'Investissements Directs") reçus par la Société dans un Compartiment visé, les distributions seront faites sur ces recettes conformément aux règles suivantes:

(a) premièrement, 100% des distributions s'effectueront au profit des actionnaires de Catégorie A du Compartiment visé jusqu'à ce qu'une distribution ait été effectuée au titre de chacune de leurs Actions de Catégorie A correspondant au montant du capital social et de la prime d'émission payée au titre du Compartiment visé de la Société lors de l'émission de ces Actions de Catégorie A émises afin d'acquérir les Portefeuilles d'Investissement Directs;

(b) deuxièmement, 100% des distributions s'effectueront au profit des actionnaires de Catégorie B et des actionnaires de Catégorie C du Compartiment visé jusqu'à ce qu'une distribution ait été effectuée au titre de chacune de leurs Actions de Catégorie B et chacune de leurs Actions de Catégorie C correspondant au montant du capital social et la prime d'émission payée au titre du Compartiment visé de la Société lors de l'émission respective de ces Actions de Catégorie B et C émises afin d'acquérir les Portefeuilles d'Investissement Directs;

(c) troisièmement, 100% des distributions s'effectueront au profit des actionnaires de Catégorie A du Compartiment visé jusqu'à ce que le capital social et la prime d'émission payée au titre du Compartiment visé de la Société lors et depuis l'émission respective de ces actions de Catégorie A émises afin d'acquérir les Portefeuilles d'Investissement Directs aient produit un rendement de 6%, cumulatif et calculé chaque année à partir de la date de souscription pour les actions concernées;

(d) quatrièmement, 100% des distributions s'effectueront au profit des actionnaires de Catégorie B et des actionnaires de Catégorie C du Compartiment visé jusqu'à ce que, sans prendre en considération les distributions faites au profit des Actions de Catégorie C conformément au (i) ci-avant, les Actions de Catégorie B et C du Compartiment visé aient reçu le montant pris ensemble de 15% du montant total distribué conformément au point (c) et (d) ci-avant le ("Montant Direct V") ce Montant Direct V étant distribué à 92,2% en ce qui concerne le Compartiment 1, 66,67% en ce qui concerne le Compartiment 2 et 66,67% en ce qui concerne le Compartiment 3, à partir de la Date d'Effet, sur les Actions de Catégorie B (chaque Action de Catégorie B participant au pro rata) et 7.8% en ce qui concerne le Compartiment 1, 33,33% en ce qui concerne le Compartiment 2 et 33,33% en ce qui concerne le Compartiment 3, à partir de la Date d'Effet, sur les Actions de Catégorie C (chaque Action de Catégorie C participant pro rata) du Compartiment visé, et

(e) cinquièmement, concernant les montants restants, 85% au profit des actionnaires de Catégorie A du Compartiment visé et 15% au profit des actionnaires de Catégorie B et C du Compartiment visé, au total et pris ensemble (le "Montant Direct VI"), ce Montant Direct VI étant distribué à 92.2% en ce qui concerne le Compartiment 1, 66,67% en ce qui concerne le Compartiment 2 et 66,67 % en ce qui concerne le Compartiment 3, à partir de la Date d'Effet, sur les Actions de Catégorie B (chaque Action de Catégorie B participant au pro rata) et 7.8% en ce qui concerne le Compartiment 1, 33,33% en qui concerne le Compartiment 2 et 33,33% en ce qui concerne le Compartiment 3, à partir de la Date d'Effet, sur les Actions de Catégorie C (chaque Action de Catégorie C participant au pro rata) du Compartiment visé,

(iii) en ce qui concerne toutes les recettes des Portefeuilles d'Investissements constituées par des investissements dans des Fonds d'Investissements en Dette Mezzanine (les "Portefeuilles d'Investissements Indirects") reçus par la Société dans un Compartiment visé, les distributions seront faites sur ces recettes conformément aux règles suivantes:

(a) premièrement, 100% des distributions s'effectueront au profit des actionnaires de Catégorie A du Compartiment visé jusqu'à ce qu'une distribution ait été effectuée au titre de chacune de leurs Actions de Catégorie A correspondant au montant du capital social et de la prime d'émission payée au titre de Compartiment visé de la Société lors de l'émission de ces Actions de Catégorie A émises afin d'acquérir les Portefeuilles d'Investissement Indirects;

(b) deuxièmement, 100% des distributions s'effectueront au profit des actionnaires de Catégorie B et des actionnaires de Catégorie C du Compartiment visé jusqu'à ce qu'une distribution ait été effectuée au titre de chacune de leurs Actions de Catégorie B et chacune de leurs Actions de Catégorie C correspondant au montant du capital social et la prime d'émission payée au titre du Compartiment visé de la Société lors de l'émission respective de ces actions de Catégorie B et respectivement C émises afin d'acquérir les Portefeuilles d'Investissement Indirects;

(c) troisièmement, 100% des distributions s'effectueront au profit des actionnaires de Catégorie A du Compartiment visé jusqu'à ce que le capital social et la prime d'émission payée au titre du Compartiment visé de la Société lors et depuis l'émission des actions de Catégorie A émises afin d'acquérir les Portefeuilles d'Investissement Indirects ait produit un rendement de 6% cumulatif et calculé chaque année à partir de la date de souscription pour les actions concernées;

(d) quatrièmement, 100% des distributions s'effectueront au profit des actionnaires de Catégorie B et des actionnaires de Catégorie C du Compartiment visé jusqu'à ce que, sans prendre en considération les distributions faites au profit des

actions de Catégorie C conformément au point (i) ci-avant, les Actions de Catégorie B et C aient reçu au total et prises ensemble 12,5% du total des montants distribués conformément aux points (c) et (d) ci-avant (le "Montant Indirect V"), ce Montant Indirect V étant distribué à 92,2% en ce qui concerne le Compartiment 1, 66,67% en ce qui concerne le Compartiment 2 et 66,67% en ce qui concerne le Compartiment 3, à partir de la Date d'Effet, sur les Actions de Catégorie B (chaque Action de Catégorie B participant au pro rata) et 7,8% en ce qui concerne le Compartiment 1, 33,33% en ce qui concerne le Compartiment 2 et 33,33% en ce qui concerne le Compartiment 3, à partir de la Date d'Effet, sur les Actions de Catégorie C (chaque action de catégorie C participant au pro rata) du Compartiment visé;

et

(e) cinquièmement, en ce qui concerne les montants restants, 87,5% au profit des actionnaires de catégorie A du Compartiment visé et 12,5% au profit des actionnaires de Catégorie B et C du Compartiment visé, au total et pris ensemble (le "Montant Indirect VI"), ce Montant Indirect VI étant distribué à 92,2% en ce qui concerne le Compartiment 1, 66,67% en ce qui concerne le Compartiment 2 et 66,67% en ce qui concerne le Compartiment 3, à partir de la Date d'Effet, sur les Actions de Catégorie B (chaque Action de Catégorie B participant au pro rata) et 7,8% en ce qui concerne le Compartiment 1, 33,33% en ce qui concerne le Compartiment 2 et 33,33% en ce qui concerne le Compartiment 3, à partir de la Date d'Effet, sur les Actions de Catégorie C (chaque action de catégorie C participant au pro rata) du Compartiment visé, à condition que, sauf disposition contraire, chaque action d'une catégorie donnée et d'un Compartiment donné participe au pro rata aux distributions allouées à une telle catégorie d'action du Compartiment visé dans son entier.

"Engagements Totaux" signifie la somme de tous les engagements des actionnaires de la Société à souscrire des actions futures de quelque catégorie que ce soit dans la Société.

"Période d'Investissement" signifie la période depuis le 30 décembre 2005 jusqu'au dixième anniversaire de cette date.

"Date d'Effet" signifie la première des échéances suivantes: (i) le 31 décembre 2015 ou (ii) la date déterminée par le Conseil d'Administration lorsque au moins neuf cent cinquante millions d'euros (EUR 950.000.000,-) auront été investis or engagés en vue d'un investissement par le Compartiment 2. Si au 31 décembre 2015, le Compartiment 2 a investi ou engagée en vue d'un investissement an montant inférieur à neuf cent cinquante millions d'euros (EUR 950.000.000,-), le Conseil d'Administration peut décider de reporter la Date d'Effet à une date ultérieure, dans quel cas la "Date d'Effet" se réfère à la date telle que arrêtée par le Conseil d'Administration.

Toutes les distributions en application du présent article seront des distributions en numéraire uniquement.

Le Conseil d'Administration peut procéder à une distribution d'acomptes sur dividendes aux actionnaires de toute catégorie dans les conditions fixées par la Loi SICAR et conformément aux dispositions qui précèdent. Le Conseil d'Administration déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Aucune distribution ne devra entraîner une baisse du capital social émis par la Société, augmenté de toute prime d'émission, sous le seuil d'un million d'euro (EUR 1.000.000,-).

## Chapitre VI. Dissolution, Fusions, Liquidation

**Art. 30. Fusion et Liquidation d'un Compartiment.** Le Conseil d'Administration est autorisé de proposer aux actionnaires de la Société l'absorption d'un ou plusieurs Compartiments (le(s) "Compartiment(s) Absorbé(s)") en un autre Compartiment (le "Compartiment Absorbant") (une fusion de Compartiments) ou la division d'un Compartiment (le "Compartiment Divisé") en deux ou plusieurs nouveaux Compartiments (une scission de Compartiments). La décision du Conseil d'Administration de procéder avec la fusion, scission ou liquidation d'un Compartiment est soumise à l'accord préalable des actionnaires de la Société. Cet accord devra être accordé par les actionnaires lors d'une assemblée générale extraordinaire lors de laquelle les conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts seront requises.

Par ailleurs, les conditions de quorum et de majorité requises devront être observées tant au niveau de la Société que au niveau des Compartiment concernés.

Les actionnaires des Compartiment(s) Absorbé(s) ou du Compartiment Divisé ne se verront pas offrir la possibilité d'avoir leurs actions rachetées lors de la fusion ou scission d'un ou plusieurs Compartiments.

Le réviseur d'entreprises indépendant rapportera au plus tard dans le rapport annuel de la Société sur les modalités selon laquelle la procédure entière aura été réalisée et certifiera le taux d'échange des actions.

La Société ne peut fusionner l'un de ses Compartiments avec des tiers.

Chaque Compartiment peut être liquidé séparément, sans que cette liquidation entraîne la liquidation d'un autre Compartiment ou de la Société. Uniquement la liquidation du dernier Compartiment entraînera la liquidation de la Société.

Le Conseil d'Administration peut, de manière discrétionnaire, après notification préalable de quinze jours aux actionnaires, de procéder à la liquidation d'un Compartiment de la Société, sous réserve que la Société est composée de plus d'un Compartiment à ce moment là.

Toute résolution du Conseil d'Administration de liquider un Compartiment entraînera la suspension automatique du calcul de la Valeur d'Actif Net des actions du Compartiment visé, ainsi que la suspension de tout rachat, souscription ou ordres de conversion, que ceux-ci soient en cours ou non.

Après paiement de toutes les dettes et charges à l'encontre du Compartiment visé de la Société et de tous les frais de liquidation, le boni de liquidation net sera distribué aux actionnaires du Compartiment visé conformément à et en vue d'obtenir de manière globale le même résultat économique que les règles de distribution figurant à l'article 29.

**Art. 31. Dissolution - Liquidation de la Société.** La Société peut être dissoute avant le terme prévu à l'Article 4 des présents Statuts par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Lors de la dissolution éventuelle de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins du Conseil d'Administration ou par toute autre personne (physique ou morale), nommée par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera ses pouvoirs et émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, le boni de liquidation sera réparti équitablement entre tous les actionnaires conformément aux règles de distribution de dividendes et de manière à atteindre le même résultat économique que celui prévu par les règles de distribution prescrites par l'Article 29.

Les distributions en nature des actifs peuvent être effectuées par le liquidateur, moyennant accord des actionnaires. Le liquidateur sera toutefois tenu de mettre en oeuvre tous les efforts raisonnables pour disposer de tous les actifs restants de la Société.

Que ce soit au cours de la liquidation de (i) la Société ou (ii) d'un Compartiment de la Société, selon le cas, ou ultérieurement, la Société peut à tout moment, pour chaque Compartiment, être appelée à (i) satisfaire une obligation de la Société à restituer les distributions que la Société a reçues sur un Investissement à l'entité objet de l'Investissement ou (ii) satisfaire toute obligation de la Société d'effectuer le paiement d'une indemnité (le "Montant de Restitution 1"). Si la Société est incapable de financer tout ou partie du Montant de Restitution à partir d'Engagements non versés ou à partir d'autres actifs liquides détenues par la Société dans le Compartiment visé, sous réserve de l'accomplissement de certaines conditions, chaque actionnaire du Compartiment visé peut se voir demander au cours d'une période maximum de trois ans à compter de la fin de la Société, de restituer au prorata, à la Société, les distributions de produits nets qui ont été versées à ces personnes en cours de vie de la Société (la (les) "Contribution(s) de Restitution 1"). Le montant des Contributions de Restitution qui sera restitué par chaque actionnaire est plafonné, sous réserve de la loi applicable, à tout moment à 15% des Engagements de cet actionnaire au Compartiment visé.

La Société peut également, de temps à autres, pour chaque Compartiment, être appelée à compenser toutes pertes réalisés sous des contrats de couverture conclus par la Société (le "Montant de Restitution 2"). Si la Société est incapable de financer tout ou partie du Montant de Restitution 2 à partir d'Engagements non versés au Compartiment visé, chaque actionnaire de Catégorie A peut, à tout moment lors d'une période se terminant avec la fin de la Société, être requis de restituer à la Société sur une base pro rata les distributions de produits nets qui ont été versés à cet actionnaire de Catégorie A en cours de vie de la Société, (la (les) "Contributions de Restitution 2") sous réserve que les distributions à restituer serviront uniquement à compenser des pertes réalisées sous des contrats de couverture et ne pourront excéder la somme des bénéfices réalisés sur tous contrats similaires et précédemment distribués aux actionnaires de Catégorie A du Compartiment visé (le Montant de Restitution 1 et le Montant de Restitution 2 sont ci-après désignés le "Montant de Restitution", la (les) Contributions de Restitution 1 et la (les) Contributions de Restitutions 2 sont ci-après collectivement désignées "la (les) Contributions de Restitutions"). Sauf le cas de Contributions de Restitutions, en aucune circonstance un actionnaire se verra requis à un moment donné de faire un apport à la Société excédant le montant de ses Engagements non libérés à ce moment là.

## Chapitre VII. Loi applicable

**Art. 32. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi, en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par la Loi SICAR.

### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale a DÉCIDÉ de déléguer tous pouvoirs aux administrateurs de la Société, agissant individuellement, avec pouvoir de substitution, pour prendre toute mesure afin de mettre en oeuvre les résolutions qui précèdent.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, le président a clôturé la séance à 17.20 heures

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: J. FERRAND, C. MONNIER, P.-A. LECHANTRE, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 novembre 2010. Relation: EAC/2010/13767. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010151818/1638.

(100174598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2010.

---

**Selector Management Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-8023 Strassen, 14B, rue des Violettes.

R.C.S. Luxembourg B 83.306.

---

The extraordinary general meeting of shareholders which was held, before notary Henri Hellinckx, at the notary's office, 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg on 28 October 2010 could not validly deliberate on the item of the agenda as the quorum required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, was not reached.

Thus the Shareholders of Selector Management Fund (the "Company") are invited to attend the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

to be held in the office of the Notary Henri Hellinckx on *14 December 2010* at 14.30 pm (CET) for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. Transfer of the registered office of the Company from 14 B rue des Violettes, L-8023 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg to 41 Op Bierg L-8217 Mamer, Grand Duchy of Luxembourg.
2. Change of article 13 to insert a new case for temporary suspension of calculation of the net asset value.
3. Change of the last sentence of article 32 (1) so as to update the rules for deposit of assets with the Caisse de Consignation in Luxembourg.
4. Change of the article 32 (1) and (2) so as to allow the Board to decide the liquidation and the liquidation by way of transfer into another sub-fund of the SICAV or into another UCI under Luxembourg law (i) whenever the net assets of the one or more Sub-funds concerned fall below an amount which the Board of Directors considers as the minimum amount under which the Sub-fund cannot continue operating efficiently; and (ii) as a matter of economic rationalization.
5. Insertion of an article 32 (3) so as to allow the Board to decide the liquidation and the merger of a class of a sub-funds (i) in case of change of the political or economic situation; (ii) whenever the net assets of one or more classes concerned fall below an amount which the Board of Directors considers as the minimum amount under which the class cannot continue operating efficiently; (iii) as a matter of economic rationalization.
6. Insertion of an article 32 (4) which read as follows: "Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, the General Meeting of any one or all classes of shares issued in any Sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board of Directors, to redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the Shareholders the net asset value of their shares. There shall be no quorum requirements for such General Meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or duly represented and voting at such meeting.
7. Insertion of an article 32 (5) which shall read as follows: "Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the paragraph 32 (2), a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-fund to another Sub-fund within the Company may in any other circumstances be decided upon by a General Meeting of the Shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an merger by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting."

The new text of the articles of incorporation of the Company will be made available at the registered office of the Company during normal business hours.

There is no quorum required and the resolution on the agenda must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting.

Proxies are available at the registered office of the Management Company, Lemanik Asset Management Luxembourg S.A., 41 Op Bierg, L-8217 Mamer.

If you are unable to attend the meeting in person, please sign and date the proxy and return it no later than two days before the meeting to the registered office of the Company (fax:+352 26396002).

Référence de publication: 2010147355/755/49.

---

**Argenta Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 26.881.

Le conseil d'administration du Fonds (le «Conseil») a le plaisir d'inviter les actionnaires du Fonds à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 3 décembre 2010 à 10.00 heures (heure de Luxembourg) au siège social du Fonds (l'«Assemblée»).

L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Ratification de la résiliation de Deloitte S.A. en tant que réviseur d'entreprises agréé;
2. Nomination de MAZARS S.A., sise 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg en remplacement de DELOITTE S.A..

Aucun quorum n'est requis par la loi lors de cette assemblée et l'adoption des résolutions ordinaires exigera l'approbation à la majorité simple des actions présentes ou représentées et votant lors de l'Assemblée.

Les actionnaires peuvent voter en personne ou par procuration, laquelle est à réclamer et à remettre au plus tard le 29 novembre 2010 auprès d'Argentabank Luxembourg S.A., à L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri (fax: 00352/22.26.58; téléphone: 00352/22.26.55). Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée, les actionnaires doivent déposer leurs titres au plus tard le 29 novembre 2010 au siège social d'Argenta Banque d'Epargne S.A. (Argenta Spaarbank nv) à B-2018 Antwerpen, Belgique, 49-53 (qui assure le service financier en Belgique) ou au siège social d'Argentabank Luxembourg S.A., à L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2010149283/24.

**Harley International S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 40.961.

Les comptes annuels consolidés au 31 DECEMBRE 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010140332/11.

(100159773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2010.

**ECM Real Estate Investments A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.  
R.C.S. Luxembourg B 65.153.

Notice of a meeting of bondholders is hereby given to the holders of the outstanding 21,221 Bonds (the "Bondholders" and each individually the "Bondholder") issued on 9<sup>th</sup> October 2007 and of 5,311 Bonds issued on 2<sup>nd</sup> November 2007, with ISIN Code XS0319645981 (the "Bonds").

At the request of the Company's Board of Directors.

**MEETING OF THE BONDHOLDERS**

of the Company (the "Meeting") will be held in the interest of efficiency on the 27<sup>th</sup> floor, Meeting room "Everest II", City Tower building, street Hvezdova 1716/2b, Prague 4, Czech Republic, on 4<sup>th</sup> December, 2010, at 11.00 a.m. (CET), with the following agenda:

*Agenda:*

1. Approval of key terms of the restructuring plan, including prospective ancillary documents.
2. Approval of framework restructuring agreement draft.
3. Miscellaneous.

Each Bondholder may attend and vote at the Meeting by following the same procedure than the previous meeting:

The Bonds are generally held through banks or other financial institutions ("Intermediaries") which have accounts with the clearing and depository systems Clearstream Banking, société anonyme ("Clearstream Luxembourg"), and UNIVYC

a.s. ("UNIVYC", and collectively with Clearstream, the "Clearstream systems") through which transactions in the Bonds are affected.

Bondholders must allow sufficient time for compliance with the standard operating procedures of Clearstream and UNIVYC in order to ensure delivery of their instructions to the Depositary in due course.

Beneficial owners of Bonds held through a broker, dealer, commercial bank, custodian, trust company or account holder (each, an "Intermediary") are urged to respect the deadline for receipt of their voting instructions by such Intermediary to ensure onward delivery of such instructions to the Depositary by the relevant deadline.

Bondholders acknowledge that by communicating their instructions and blocking their Bonds in the relevant Clearing Systems they will be deemed to consent to the relevant Clearing Systems and provide details concerning their identity to the Depositary and the Company.

The Bondholders need not to be present at the Meeting in person.

The Meeting may validly decide upon this convening notice only if the Bondholders present or represented hold at least 50 per cent of the total amount of the Bonds outstanding on the date of the Meeting.

The decisions at the Meeting will be passed by a majority consisting of:

1. 50% + 1 vote for the appointment or removal of representatives, the removal of special representatives nominated by the Issuer and the approval of any protective measure taken in the interests of the Bondholders.
2. not less than two-thirds of the votes cast by Bondholders present or represented in respect of any other decision the Meeting may validly decide upon.

The attention of the Bondholders is particularly drawn to the fact that the Meeting can take valid resolutions that will validly bind all the Bondholders (even those not representing at the Meeting).

The Meeting will be held simultaneously and on the same venue with meetings of other stakeholders of the Company, who are involved in the restructuring process. As a result, it will be possible to discuss, negotiate and agree in the course of the Meeting any prospective issues with such stakeholders, including holders of the CZK Bonds.

A Bondholder may act at the Meeting by appointing another person who needs not be a Bondholder himself.

Relevant proxy forms may be obtained, free of charge, at the registered office of the Company (ECM REAL ESTATE INVESTMENTS A.G., Mrs. Alexandria Ludowicy, or BDO Tax & Accounting, Mr. Pierre LENTZ, Email: Pierre.LENTZ@bdo.lu, Fax: 00352 45 123205).

Any Bondholder wishing to attend and vote at the Meeting in person must produce at the Meeting a valid voting certificate issued by the Depositary relating to the Bond(s), in respect of which he wishes to vote and, if applicable, confirmation of the respective Intermediary through which the respective Bondholder holds the Bonds within the Clearing Systems.

Any Bondholder not wishing to attend and vote at the Meeting in person may either deliver his voting certificate(s) to the person whom he wishes to attend the Meeting on his behalf together with a duly executed proxy form and his voting certificate(s) at the registered office of the Company. Any Bondholder or proxyholder wishing to attend and vote at the Meeting must present at the beginning of the Meeting all requested documents in a form satisfactory to the Scrutineer of the Meeting, evidencing the holding of the Bonds, and among others the Passport in order to verify the identity of the Bondholder or proxyholder, and a valid and up-to-date extract from the relevant commercial registry evidencing the powers of the representative of the Bondholder or evidencing that a proxy has been signed validly.

To obtain a voting certificate, Bonds must be deposited with the Depositary of (to the satisfaction of such Depositary) held to its order or under its control by Clearstream or any other depositary approved by it, for the purpose of obtaining voting certificates, not later than 1 pm (CET) on 3<sup>rd</sup> December 2010.

Bonds so deposited or held will not be released until the conclusion of the Meeting.

Confirmation of attendance to the Meeting, either in person or through a proxyholder, delivery of proxies must be effected by fax (or any other permissible means) at the registered office of the Company no later than 1 pm (CET) on 3<sup>rd</sup> December 2010.

The minutes of the Meeting will be finalized within 5 business days after the Meeting and circulate to the Bondholders by email by the Bondholders' representative.

The contact details of the Company are as follows:

Company

ECM REAL ESTATE INVESTMENTS A.G.

9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Fax: +352 45 123 205

Attention: Mrs. Alexandria Ludowicy or BDO Tax & Accounting, Mr. Pierre LENTZ or Mrs. Géraldine RODRIGUES

The details of the Depositary are as follows:

Depositary

Caceis Bank Luxembourg

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Fax: +352 47 67 73 13

Email: lb-dob-listing@caceis.com

Attention: Corporate Trust Department

Bondholders' representative of ECM REAL ESTATE INVESTMENTS A.G.

Astin Capital Management Limited

7-9 Swallow Street, 3rd Floor,

London, W1B 4DE

Fax: +44 (20) 70341001

Email: charles.bray@astincapital.com

Attention: Charles Bray

Luxembourg, on 11<sup>th</sup> November 2010.

Board of Directors .

Référence de publication: 2010150550/534/89.

**ECM Real Estate Investments A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 65.153.

to the holders (the "Warranholders") of the outstanding 1,485,470 Warrants issued on 9<sup>th</sup> October 2007 and of 371,770 Warrants issued on 2<sup>nd</sup> November 2007, with ISIN Code: XS0258854495 (the "Warrants")

At the request of the Board of Directors, the

**MEETING**

of the Warranholders of the Company (the "Meeting") will be held in the interest of efficiency on the 27<sup>th</sup> floor, Meeting room "Everest II", City Tower building, street Hvezdova 1716/2b, Prague 4, Czech Republic, on 4<sup>th</sup> December, 2010, at 11.00 a.m. (CET), with the following agenda.

The Meeting shall have the following agenda:

*Agenda:*

1. Approval of key terms of the restructuring plan, including prospective ancillary documents.
2. Approval of framework restructuring agreement draft.
3. Miscellaneous.

Each Warranholder may attend and vote at the Meeting by following the same procedure than the previous meeting:

Any instructions to participate at the Meeting or to vote by proxy given by a Beneficial Owner will remain valid and effective for an adjourned Meeting.

The Meeting will be held simultaneously and on the same venue with meetings of other stakeholders of the Company, who are involved in the restructuring process. As a result, it will be possible to discuss, negotiate and agree in the course of the Meeting any prospective issues with such stakeholders, including holders of the EUR Bonds and CZK Bonds.

The Warrants are generally held through banks or other financial institutions ("Intermediaries") which have accounts with the clearing and depositary systems, as operator of Clearstream Banking, société anonyme ("Clearstream, Luxembourg") and Centralni depozitar cennych papiru, a.s., previously UNIVYC a.s. ("UNIVIVYC" and collectively with Clearstream "the Clearing System") through which transactions in the Warrants are affected.

Warranholders must allow sufficient time for compliance with the standard operating procedures of Clearstream and UNIVYC in order to ensure delivery of their instructions to the Depositary in due course.

Beneficial owners of Warrants held through a broker, dealer, commercial bank, custodian, trust company or account-holder (each, an "Intermediary") are urged to confirm the deadline for receipt of their voting instructions by such Intermediary to ensure onward delivery of such instructions to the Depositary by the relevant deadline.

Warranholders acknowledge that by communicating their instructions and blocking their Warrants in the relevant Clearing Systems they will be deemed to consent to the relevant Clearing Systems provide details concerning their identity to the Depositary and the Company.

The Warranholders need not be present at the Meeting in person.

A Warranholder may act at the Meeting by appointing another person who need not be a Warranholder himself.

Relevant proxy forms may be obtained, free of charge, at the registered office of the Company (ECM REAL ESTATE INVESTMENTS A.G., Mrs. Alexandria Ludowicy, or BDO Tax & Accounting, Mr. Pierre LENTZ, Email: Pierre.LENTZ@bdo.lu, Fax: 00352 45 123205).

Any Warrantholder wishing to attend and vote at the Meeting in person must produce at the Meeting a valid voting certificate issued by the Depositary relating to the Warrant(s), in respect of which he wishes to vote and, if applicable, confirmation of the respective Intermediary through which the respective Warrantholder holds the Warrants within the Clearing System.

Any Warrantholder not wishing to attend and vote at the Meeting in person may either deliver his voting certificate (s) to the person whom he wishes to attend the Meeting on his behalf together with a duly executed proxy form or deliver his voting certificate(s) at the registered office of the Company.

Any Warrantholder or proxyholder wishing to attend and vote at the Meeting must present in the beginning of the Meeting all requested documents in a form satisfactory to the Scrutineer of the Meeting, evidencing the holding of the Warrants, among others the Passport in order to verify the ID of the Warrantholder or proxyholder, valid and up-to-date extract from commercial registry evidencing the powers of the representative of the Warrantholder or evidencing that a proxy has been signed validly.

To obtain a voting certificate, Warrants must be deposited with the Depositary or (to the satisfaction of such Depositary) held to its order or under its control by Clearstream or any other depositary approved by it, for the purpose of obtaining voting certificates, not later than 1 p.m. (CET) on 3<sup>rd</sup> December 2010.

Warrants so deposited or held will not be released until the earlier of the conclusion of the Meeting (or, if applicable, any adjournment of such Meeting).

Confirmation of attendance to the meeting, either in person or through a proxyholder, delivery of proxies must be effected by fax (or any other permissible means as described in the articles of association) to the Company not later than 1 p.m. (CET) on 3<sup>rd</sup> December 2010.

The minutes of the Meeting will be finalized within 5 business days after the Meeting and circulate to the Warrantholders.

The contact details of the Company are as follows:

Company

ECM REAL ESTATE INVESTMENTS A.G.

9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Fax: +352 45 123 205

Attention: Mrs. Alexandria Ludowicy or BDO Tax & Accounting, Mr. Pierre LENTZ or Mrs. Géraldine RODRIGUES

The details of the Depositary are as follows:

Depositary

Caceis Bank Luxembourg

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Fax: +352 47 67 73 13

Email: lb-dob-listing@caceis.com

Attention: Corporate Trust Department

Luxembourg, on November 11<sup>th</sup>, 2010.

*Board of Directors .*

Référence de publication: 2010150551/534/77.

---

**Argenta Fund of Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 149.912.

Le conseil d'administration du Fonds (le «Conseil») a le plaisir d'inviter les actionnaires du Fonds à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 3 décembre 2010 à 14.00 heures (heure de Luxembourg) au siège social du Fonds (l'«Assemblée»).

L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Ratification de la résiliation de Deloitte S.A. en tant que réviseur d'entreprises agréé;
2. Nomination de MAZARS S.A., sise 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg en remplacement de DELOITTE S.A..

Aucun quorum n'est requis par la loi lors de cette assemblée et l'adoption des résolutions ordinaires exigera l'approbation à la majorité simple des actions présentes ou représentées et votant lors de l'Assemblée.

Les actionnaires peuvent voter en personne ou par procuration, laquelle est à réclamer et à remettre au plus tard le 29 novembre 2010 auprès d'Argentabank Luxembourg S.A., à L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri (fax:

00352/22.26.58; téléphone: 00352/22.26.55). Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée, les actionnaires doivent déposer leurs titres au plus tard le 29 novembre 2010 au siège social d'Argenta Banque d'Epargne S.A. (Argenta Spaarbank nv) à B-2018 Antwerpen, Belgique, 49-53 (qui assure le service financier en Belgique) ou au siège social d'Argentabank Luxembourg S.A., à L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2010149284/23.

**ECM Real Estate Investments A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 65.153.

to the holders (the "Warrantholders") of the outstanding 1,485,470 Warrants issued on 9<sup>th</sup> October 2007 and of 371,770 Warrants issued on 2<sup>nd</sup> November 2007, with ISIN Code: XS0319646286 (the "Warrants")

At the request of the Board of Directors, the

**MEETING**

of the Warrantholders of the Company (the "Meeting") will be held in the interest of efficiency on the 27<sup>th</sup> floor, Meeting room "Everest II", City Tower building, street Hvezdova 1716/2b, Prague 4, Czech Republic, on 4<sup>th</sup> December, 2010, at 11.00 a.m. (CET), with the following agenda.

The Meeting shall have the following agenda:

*Agenda:*

1. Approval of key terms of the restructuring plan, including prospective ancillary documents.
2. Approval of framework restructuring agreement draft.
3. Miscellaneous.

Each Warrantholder may attend and vote at the Meeting by following the same procedure than the previous meeting:

Any instructions to participate at the Meeting or to vote by proxy given by a Beneficial Owner will remain valid and effective for an adjourned Meeting.

The Meeting will be held simultaneously and on the same venue with meetings of other stakeholders of the Company, who are involved in the restructuring process. As a result, it will be possible to discuss, negotiate and agree in the course of the Meeting any prospective issues with such stakeholders, including holders of the EUR Bonds and CZK Bonds.

The Warrants are generally held through banks or other financial institutions ("Intermediaries") which have accounts with the clearing and depositary systems, as operator of Clearstream Banking, société anonyme ("Clearstream, Luxembourg") and Centralni depozitar cennych papiru, a.s., previously UNIVYC a.s. ("UNIVYC" and collectively with Clearstream "the Clearing System") through which transactions in the Warrants are affected.

Warrantholders must allow sufficient time for compliance with the standard operating procedures of Clearstream and UNIVYC in order to ensure delivery of their instructions to the Depositary in due course.

Beneficial owners of Warrants held through a broker, dealer, commercial bank, custodian, trust company or account holder (each, an "Intermediary") are urged to confirm the deadline for receipt of their voting instructions by such Intermediary to ensure onward delivery of such instructions to the Depositary by the relevant deadline.

Warrantholders acknowledge that by communicating their instructions and blocking their Warrants in the relevant Clearing Systems they will be deemed to consent to the relevant Clearing Systems provide details concerning their identity to the Depositary and the Company.

The Warrantholders need not be present at the Meeting in person.

A Warrantholder may act at the Meeting by appointing another person who need not be a Warrantholder himself.

Relevant proxy forms may be obtained, free of charge, at the registered office of the Company (ECM REAL ESTATE INVESTMENTS A.G., Mrs. Alexandria Ludowicy, or BDO Tax & Accounting, Mr. Pierre LENTZ, Email: Pierre.LENTZ@bdo.lu, Fax: 00352 45 123205).

Any Warrantholder wishing to attend and vote at the Meeting in person must produce at the Meeting a valid voting certificate issued by the Depositary relating to the Warrant(s), in respect of which he wishes to vote and, if applicable, confirmation of the respective Intermediary through which the respective Warrantholder holds the Warrants within the Clearing System.

Any Warrantholder not wishing to attend and vote at the Meeting in person may either deliver his voting certificate (s) to the person whom he wishes to attend the Meeting on his behalf together with a duly executed proxy form or deliver his voting certificate(s) at the registered office of the Company.

Any Warrantholder or proxyholder wishing to attend and vote at the Meeting must present in the beginning of the Meeting all requested documents in a form satisfactory to the Scrutineer of the Meeting, evidencing the holding of the Warrants, among others the Passport in order to verify the ID of the Warrantholder or proxyholder, valid and up-to-

date extract from commercial registry evidencing the powers of the representative of the Warrantholder or evidencing that a proxy has been signed validly.

To obtain a voting certificate, Warrants must be deposited with the Depositary or (to the satisfaction of such Depositary) held to its order or under its control by Clearstream or any other depositary approved by it, for the purpose of obtaining voting certificates, not later than 1 p.m. (CET) on 3<sup>rd</sup> December 2010.

Warrants so deposited or held will not be released until the earlier of the conclusion of the Meeting (or, if applicable, any adjournment of such Meeting).

Confirmation of attendance to the meeting, either in person or through a proxyholder, delivery of proxies must be effected by fax (or any other permissible means as described in the articles of association) to the Company not later than 1 p.m. (CET) on 3<sup>rd</sup> December 2010.

The minutes of the Meeting will be finalized within 5 business days after the Meeting and circulate to the Warrantholders.

The contact details of the Company are as follows:

Company

ECM REAL ESTATE INVESTMENTS A.G.

9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Fax: +352 45 123 205

Attention: Mrs. Alexandria Ludowicy or BDO Tax & Accounting, Mr. Pierre LENTZ or Mrs. Géraldine RODRIGUES

The details of the Depositary are as follows:

Depositary

Caceis Bank Luxembourg

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Fax: +352 47 67 73 13

Email: lb-dob-listing@caceis.com

Attention: Corporate Trust Department

Luxembourg, on November 11<sup>th</sup>, 2010.

*Board of Directors .*

Référence de publication: 2010150552/534/77.

**Quilmes Industrial (QUINSA), Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 32.501.

The shareholders of Class A shares and Class B shares are herewith convened to attend on *December 3<sup>rd</sup>, 2010* at 3 p.m. at the premises of Elvinger, Hoss & Prussen, 2, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders of the Company for the purpose of considering and voting upon the following matters:

*Agenda:*

1. To hear the report of the liquidator;
2. To appoint as auditor to the liquidation PricewaterhouseCoopers S.à r.l., having its registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Luxembourg register of trade and companies under number RCS Luxembourg B 65.477;
3. To acknowledge the date of the next general meeting of the shareholders of the Company - on or about December 10<sup>th</sup>, 2010 - in which the shareholders shall hear the report of the auditor and decide on the closing of the liquidation of the Company.

The resolutions on all items of the agenda may be validly passed if the resolutions are approved by a majority of the votes cast.

Shareholders may vote in person or by proxy.

In order to be admitted to the Extraordinary General Meeting, every owner of registered shares must advise the Company within five (5) days before the meeting of his/her intention to attend the general meeting. In the event that he/she votes by a proxy holder, the latter has to deposit his/her proxy at the registered office within the same period of time.

The notice for this meeting is given in accordance with article 18 of the articles of incorporation of the Company.

*The Liquidator.*

Référence de publication: 2010149303/1628/27.

**Concept Beauté Coiffure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3850 Schifflange, 5, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 81.075.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010140415/10.

(100160555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2010.

**Cordonnerie & Co., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1726 Luxembourg, 4, rue Pierre Hentges.

R.C.S. Luxembourg B 148.155.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

2M CONSULTANT SARL

*Cabinet comptable et fiscal*

Signature

Référence de publication: 2010140416/12.

(100160206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2010.

**CPI Asia Nippon Sarl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 131.143.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010140420/11.

(100160424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2010.

**Cristalnet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4031 Esch-sur-Alzette, 67, rue Zénon Bernard.

R.C.S. Luxembourg B 83.837.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010140423/10.

(100160557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2010.

**CPI Asia Shinjuku II S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 128.572.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010140421/11.

(100160431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2010.

**CPI Asia Ten S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 132.136.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010140422/11.

(100160427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2010.

**Cost, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4018 Esch-sur-Alzette, 12, rue d'Audun.

R.C.S. Luxembourg B 101.135.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

2M CONSULTANT SARL

*Cabinet comptable et fiscal*

13, rue Bolivar

L-4037 Esch/Alzette

Signature

Référence de publication: 2010140417/14.

(100160276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2010.

**Darty Luxembourg, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 14, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 23.351.

Les comptes annuels au 30/04/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010140427/9.

(100160624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2010.

**Darty Luxembourg, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 14, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 23.351.

Les comptes annuels au 30/04/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010140428/9.

(100160625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2010.

**Edisys S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3340 Huncherange, 65, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.924.

Par la présente, j'ai le regret de vous informer que je démissionne de mon poste d'administrateur de votre société que j'occupe depuis le 29 septembre 2010, avec effet immédiat.

Sandweiler, le 18 octobre 2010.

s. Monsieur HAMDY Mallick.

Référence de publication: 2010140437/10.

(100160375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2010.